

juillet 2018

## Les défis de Mossoul après l'EI

**O**bservatoire du monde arabo-musulman  
et du Sahel

**RENAD MANSOUR - ALIA AL-KADI**

# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	3
1 – LA RECONSTRUCTION APRES L'ÉTAT ISLAMIQUE .....	4
1.1 – La stabilisation.....	4
1.2 – Les défis humanitaires .....	10
1.3 – Les défis économiques .....	12
2 – LES DEFIS POLITIQUES POUR MOSSOUL.....	15
2.1 – Les tensions politiques confessionnelles.....	18
2.2 – Les concurrences intra-sunnites.....	20
2.3 – Les relations entre les Sunnites irakiens et le Golfe.....	22
2.4 – Les enseignements tirés : le ré-engagement sunnite .....	24
CONCLUSION .....	25
ANNEXES PROPOSÉES PAR LA FRS.....	27

## Les défis de Mossoul après l'EI'

---

### INTRODUCTION

Dans sa déclaration du 10 juillet 2017 à Mossoul, le Premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, a déclaré victoire contre le groupe de l'État islamique, qui mettrait enfin un terme à « l'État terroriste du mensonge ». Le choix de cette ville du Nord de l'Irak pour cette déclaration est symbolique, dans la mesure où elle avait été choisie par l'EI pour annoncer son prétendu « califat ».

Malgré la déclaration, Mossoul fait toujours face à des défis. Cette ville, longtemps assiégée par l'État islamique, subit encore aujourd'hui les effets de cette occupation, auxquels s'ajoutent les répercussions de sa libération dévastatrice. Nombreux sont les quartiers de Mossoul qui ont été réduits en ruines, leur restauration et leur reconstruction dans les années à venir seront loin d'être évidentes. En août 2017, la coordinatrice humanitaire de l'ONU, Lisa Grande, qualifiait Mossoul du « plus grand défi » de stabilisation (du point de vue de son échelle, de sa complexité et de l'étendue des dégâts) auquel l'organisation « a été confrontée »<sup>2</sup>. Le long processus pour se relever est toujours embryonnaire, près d'un an après la défaite de l'État islamique et son expulsion définitive de la ville. D'ailleurs, on peut observer le contraste en termes de développement, entre l'est et l'ouest de la ville. La partie est a montré quelques signes de récupération en tentant de redevenir un centre économique, tandis que la partie ouest demeure déserte et fortement marquée par des luttes intenses.

La lutte militaire pour l'éradication de l'État islamique en Irak n'a pas encore pris en compte les causes profondes qui ont ouvert la voie à son émergence et qui résident principalement dans la fragilité de l'État irakien post-2003. Le sort de Mossoul est capital, sachant qu'il s'agit de la plus grande ville majoritairement sunnite en Irak, et d'un symbole

---

<sup>1</sup> Renad Mansour est chercheur associé dans le Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Chatham House. Alia Al-Kadi est analyste sur le Moyen-Orient, spécialiste de l'islam politique. Elle a obtenu son doctorat en Science politique et études internationales à l'Université de Cambridge.

<sup>2</sup> AFP, « Iraq faces vast challenges securing, rebuilding Mosul », 3 août, 2017, <http://www.al-monitor.com/pulse/afp/2017/08/iraq-conflict-reconstruction-mosul.html#ixzz5A73nzuCq>

de la réintégration de cette minorité marginalisée dans un ensemble irakien plus vaste. Si l'on ne tire pas les enseignements de la marginalisation des Sunnites et de la communautarisation accrue en Irak depuis 2003, une entité similaire à l'EI verra très probablement le jour dans les villes sunnites ou disputées. D'autant plus que partout en Irak, les clivages et les tensions au sein des communautés elles-mêmes sont devenus tout aussi notables que les conflits entre les différents groupes ethno-confessionnels, au point que certains décrivent une évolution de la politique : auparavant basée sur l'identité<sup>3</sup>, elle serait de plus en plus fondée sur des enjeux concrets et rationnels. Nombreux sont les habitants de Mossoul qui considèrent, par exemple, que le décalage entre l'élite et le reste de la population est devenu bien plus problématique que celui entre les différentes communautés.

C'est pourquoi cette étude soutient l'idée qu'une victoire durable sur l'État islamique à Mossoul ne pourrait être envisagée sans que des défis sur les court et long termes ne soient identifiés et résolus. Sur le court terme, il s'agit de la reconstruction, du relogement de la population, du retour des déplacés et du rétablissement de la sécurité. Les défis sur le long terme, en revanche, englobent la représentation politique, la corruption, la fragmentation du champ sécuritaire irakien ainsi que la fin des divisions ethno-confessionnelles et la réconciliation de la population de Mossoul.<sup>4</sup> Pour finir, quelques défis resteront insurmontables tant que les gouvernements locaux et fédéral ne les auront pas saisis. Alors seulement pourra commencer la reconstruction de l'État irakien.

La présente recherche est issue d'une étude de terrain à Mossoul en mars 2018, ainsi que de la correspondance téléphonique et par e-mail avec divers acteurs de la société civile dans la ville, issus principalement des secteurs politique, sécuritaire et économique.

## I – La Reconstruction après l'État islamique

### 1.1 – La stabilisation

La bataille de huit mois pour la libération de Mossoul a presque entièrement détruit la ville, endommageant ses principales infrastructures, dont l'aéroport, les principaux ponts, les bâtiments gouvernementaux et administratifs, les hôpitaux, l'université, les écoles, ainsi qu'un grand nombre de zones résidentielles. Par exemple, parmi ses 54

---

<sup>3</sup> Faleh A. Jabar, « From Identity Politics to Issue Politics – The Iraqi Protest Movement. The End of Conformity, the Beginning of Accountability », 28 janvier 2017, <http://iraqieconomists.net/en/2017/01/28/from-identity-politics-to-issue-politics-the-iraqi-protest-movement-the-end-of-conformity-the-beginning-of-accountability-by-faleh-a-jabar/>

<sup>4</sup> Pour un débat plus complet sur la stabilisation dans les zones libérées, voir : Renad Mansour, « Rebuilding the Iraqi State: Stabilisation, Governance, and Reconciliation », European Parliament's Committee on Foreign Affairs, 15 décembre 2017, disponible sur : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603859/EXPO\\_STU\(2017\)603859\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603859/EXPO_STU(2017)603859_EN.pdf)

quartiers, 15 ont été complètement rasés et 23 autres partiellement détruits, seulement 16 quartiers ont pu tenir face aux combats et ont été légèrement affectés.<sup>5</sup> Une paix durable en Irak dépend de la capacité de Bagdad à reconstruire les villes et à restaurer rapidement les services de base dans ces zones récemment libérées de l'EI, plus particulièrement Mossoul.

Mossoul était le symbole de la coexistence interethnique et interconfessionnelle, mais les dégâts qu'ont connus la ville et les régions environnantes de la province de Ninive ont changé la donne. Selon un fonctionnaire de l'ONU, la première estimation du nombre d'habitants de Mossoul affectés et dont les domiciles ont été complètement détruits s'élève à 320 000 individus.

Mais il y a également eu des progrès. La moitié est de la ville a connu une reprise des affaires, avec l'ouverture de restaurants et, selon des sources à Mossoul, la reprise de la vie quotidienne. L'autre partie, en revanche, est presque intégralement détruite et nécessite des efforts majeurs de reconstruction. Dans la vieille ville, qui a subi le plus de dégâts, 1 000 familles se sont retrouvées face à un champ de ruines et d'autres se sont déplacées dans des camps ou ont trouvé refuge chez des proches à Mossoul-Est, ce qui augmente la pression sur les ressources et les infrastructures dans cette partie de la ville.<sup>6</sup>

Les services de base manquent encore cruellement à Mossoul. Un agent humanitaire prétend que la majorité des habitants de Mossoul sont de retour dans la partie est de la ville, où l'accès à l'eau et à l'électricité est assuré, même de manière discontinue, et où il y a des signes visibles d'amélioration et de développement. Selon les sources locales, près de 80 % des quartiers disposent d'eau courante dans la partie est de la ville, tandis qu'à l'ouest l'approvisionnement en eau reste rudimentaire.<sup>7</sup> Concernant l'électricité, même si elle n'a pas été totalement rétablie à Mossoul-Est, elle est toutefois disponible trois fois par jour pour près de huit heures au total, à comparer à une disponibilité très relative à Mossoul-Ouest. Les services de santé ont également été sérieusement impactés par l'occupation et la lutte pour la libération de la ville. De nombreux hôpitaux et cliniques ont été détruits ou endommagés pendant les combats avec l'État islamique, qui s'en servait comme bases. Récemment, la part des consultations de santé effectuées dans des cliniques a été multipliée par huit.<sup>8</sup> On estime que Mossoul aurait besoin de près de 75 millions de dollars pour maintenir les services de base dans la ville. Des rapports de l'UNICEF évoquent la difficulté des services de santé à subvenir aux besoins des 750 000

<sup>5</sup> AFP, « Iraq faces vast challenges. », *op. cit.*

<sup>6</sup> Raya Jalabi et Michael Georgy, « Special Report: This man is trying to rebuild Mosul, he needs help-lots of it », Reuters, <https://uk.reuters.com/article/uk-iraq-mosul-official-specialreport/special-report-this-man-is-trying-to-rebuild-mosul-he-needs-help-lots-of-it-idUKKBN1GX16G>

<sup>7</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.

<sup>8</sup> WHO, « Iraq Humanitarian Response Plan 2017 », <http://www.who.int/emergencies/response-plans/2017/iraq/en/>

enfants de Mossoul et ses environs. Aujourd'hui, moins de 10 % des infrastructures de santé dans la province de Ninive, dont Mossoul est la capitale, fonctionnent en pleine capacité opérationnelle.<sup>9</sup> Depuis 2014, près de 60 infrastructures de santé ont été détruites, ce qui a coupé à de nombreuses familles l'accès aux services de santé de base.<sup>10</sup> La situation humanitaire en Irak demeure l'une des plus complexes et instables dans le monde, particulièrement en raison du rythme et de l'ampleur des déplacements de personnes.

Néanmoins, la reconstruction nécessite l'injection importante d'aides et de fonds. Pour le gouvernement irakien, ce processus doit être appuyé par les bailleurs internationaux et les investisseurs qui, pour le moment, n'ont pas fourni de ressources suffisantes. Le ministre de la Planification irakien a annoncé, en janvier 2018, que le plan décennal de reconstruction du pays pourrait requérir la somme ambitieuse de 100 milliards de dollars, dont 47 milliards seraient réservés à la reconstruction des infrastructures vitales et des institutions gouvernementales. En 2017, les Nations Unies avaient demandé la levée de 985 millions de dollars, pour la gestion de la situation humanitaire urgente en Irak, plutôt que pour financer la reconstruction.<sup>11</sup> Cependant, lors de la conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue au Koweït en février 2018, réunissant des donateurs, seulement 30 milliards de dollars ont été levés, soit le tiers de ce que nécessiterait la reconstruction de l'Irak selon Bagdad. Les fonds recueillis comportent des dons, des prêts et les investissements de pays voisins, dont le Koweït, la Turquie et l'Arabie Saoudite, qui sont les plus importants contributeurs, ainsi que le Qatar, alors que les États-Unis se sont fait remarquer par leur absence, ayant annoncé qu'ils ne participeraient pas à la collecte de fonds.<sup>12</sup>

Reconstruire Mossoul est à la fois une priorité et un défi pour Bagdad, et l'une des principales tâches que le gouvernement irakien doit entreprendre pour relancer la deuxième plus grande ville du pays. Le principal obstacle pour le retour à la vie normale à Mossoul est, selon un agent de l'ONU, la restauration des logements et des lieux d'hébergement. Des milliers de domiciles ont été détruits pendant la bataille de libération de Mossoul, affectant, comme nous l'avons vu, près de 320 000 personnes. Cela élève le coût de la reconstruction pour le gouvernement irakien dont le schéma initial ne prévoyait pas de compensation financière pour les domiciles détruits.<sup>13</sup> Le fonctionnaire

---

<sup>9</sup> UNICEF, « Violence leave 75,000 children in Mosul struggling to access basic health services », 7 février 2018, [https://www.unicef.org/media/media\\_102568.html](https://www.unicef.org/media/media_102568.html)

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *UN News*, « In Mosul and beyond, sustained efforts needed to support millions of displaced Iraqis – UN official », 6 mars 2018, <https://news.un.org/en/story/2017/07/562312-mosul-and-beyond-sustained-efforts-needed-support-millions-displaced-iraqis-un>

<sup>12</sup> Emma Graham-Harrison, « Donor conference pledges \$30 billion to help Iraq rebuild after ISIS » *Guardian*, 15 février 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/15/donor-conference-pledges-30bn-to-help-iraq-rebuild-after-isis>

<sup>13</sup> Entretien téléphonique de l'auteur avec un fonctionnaire de l'ONU à Mossoul, mars 2018.

soutient que le paysage urbain a été si endommagé qu'il est désormais difficile de structurer le terrain résidentiel, un fait aggravé par la perte ou la destruction des archives de titres de propriété et des actes d'enregistrement, en plus du phénomène des squatters. De plus, le manque de logements et d'opportunités pour réhabiliter les résidences détruites entrave la capacité de retour de ceux qui se sont réfugiés dans des camps et des plus vulnérables.

La restauration des infrastructures de base est toujours problématique à Mossoul, quand aujourd'hui seulement un pont relie l'ouest à l'est de la ville, ce qui ralentit considérablement le trafic. La communauté internationale a été impliquée dans les efforts pour rétablir les infrastructures principales et les bâtiments publics. La Banque Mondiale, par exemple, appuie depuis longtemps le gouvernement irakien dans la restauration des services de base, en créant un climat de confiance entre les communautés et stimulant ainsi le retour à Mossoul de certaines personnes déplacées.<sup>14</sup> Dans le cadre de l'Opération d'urgence à l'appui du développement en Irak, et avec une contribution de 750 millions de dollars, la Banque Mondiale a permis la restauration de trois ponts principaux à Mossoul, dont Mossoul Al-Hadid, Mosul's Fourth Bridge et Al-Muthana Second Bridge.<sup>15</sup> Ces ponts sont indispensables pour relier l'est à l'ouest de la ville, favorisant ainsi son décollage économique.<sup>16</sup> Cependant, jusqu'à présent, seul le Fourth Bridge est ouvert.

Un autre défi de la reconstruction de Mossoul, sur le court-terme, concerne le décalage entre les promesses d'aide de la part du gouvernement et les sommes effectivement versées. Le Fonds pour la Reconstruction de l'Irak (Refaato) a été mis en place par le gouvernement central pour accompagner les villes telles que Mossoul, et 400 millions de dollars lui ont été octroyés par le budget fédéral en 2017. Cependant, en réalité, seule une partie de cette aide a été allouée au Fonds, qui devait également permettre d'aider toutes les zones irakiennes libérées et non seulement Mossoul.<sup>17</sup> Le directeur des services de la municipalité de Mossoul, Abdel Sattar al-Habbou, a déclaré que la ville n'avait reçu que 252 000 dollars jusqu'à présent, ce qui correspondrait, selon lui, à la somme dont Mossoul aurait besoin pour une heure.<sup>18</sup> À cela s'ajoute le fait que la municipalité accroît ses dettes, et dépend à présent de la patience des agents municipaux dont les salaires sont souvent retenus. La municipalité aurait besoin de près de 10 000 employés supplémentaires, qui s'ajouteraient aux 1 500 employés actuels, et de nouvelles machines, suite aux vols ou dommages commis par l'État islamique – la municipalité ne

---

<sup>14</sup> Banque Mondiale, « Rehabilitation of three vital bridges in the heart of Mosul improves livelihoods for more than 1 million Iraqis », 20 mars 2018, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/03/20/rehabilitation-of-three-vital-bridges-in-the-heart-of-mosul-improves-livelihoods-for-more-than-1-million-iraqis>

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Raya Jalabi et Michael Georgy, « Special Report », Reuters, *op. cit.*

<sup>18</sup> *Ibid.*

dispose plus que de quelques bulldozers tout juste capables de déblayer les routes secondaires de la ville.<sup>19</sup>

Les estimations de l'ONU dénombrent 10 millions de tonnes de débris à Mossoul, la partie ouest de la ville ayant été la plus touchée par les combats, avec près de 40 000 domiciles détruits ;<sup>20</sup> sans compter le problème du retrait des cadavres des rues de Mossoul, principalement des militants de l'EI, retranchés dans la vieille ville. Pour les habitants, ces corps présents dans tous les coins de la ville non seulement diffusent des maladies, mais sont aussi un rappel quotidien du traumatisme vécu. Cela a fait naître des tensions avec le gouvernement chiite de Bagdad et les autorités civiles locales, qui ont, pour le moment, échoué à retirer les cadavres et qui ont ignoré les affirmations des locaux selon lesquels des milliers de corps de civils reposeraient encore sous les ruines. Les autorités locales déclarent avoir collecté 2 585 cadavres non identifiés et ne veulent plus déployer d'efforts ni de moyens pour des militants morts.<sup>21</sup> Bagdad a reçu près de 9 000 demandes de la part de locaux concernant des personnes disparues et, même si le gouvernement a fondé un Comité pour évaluer combien de personnes ont perdu la vie, les Mossouliotes ont très peu d'espoir qu'il fournisse des chiffres exacts et impartiaux.<sup>22</sup> Dans une longue enquête, *Associated Press* a conclu qu'entre 9 000 et 11 000 civils avaient perdu la vie pendant la bataille de neuf mois pour la libération de la ville, dont près du tiers serait dû à des frappes de la coalition.<sup>23</sup> Ce chiffre est contesté par l'armée irakienne ainsi que par les militaires américains, selon lesquels seuls 300 cas de décès dus aux frappes de la coalition seraient crédibles. Mais pour les familles, les chiffres comptent peu, contrairement à la reconnaissance de leurs martyrs et du prix payé durant la guerre.<sup>24</sup>

Un autre obstacle aux efforts de reconstruction de Mossoul est la situation sécuritaire actuelle. En effet, des débris mortels issus de dizaines de milliers d'explosifs, que les combattants de l'EI avaient dispersés dans toutes les villes avant leur fuite, entravent à la fois les efforts de reconstruction, et le retour et le relogement des Irakiens déplacés dans des camps temporaires. Selon le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS), plusieurs villes libérées du joug de l'EI continuent d'abriter des quantités significatives d'explosifs, d'engins explosifs improvisés ainsi que d'autres armes létales, ce

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Raya Jalabi, « Battle over bodies rages quietly in Iraq's Mosul long after Islamic State defeat », Reuters, 5 février 2018, <https://uk.reuters.com/article/uk-mideast-crisis-mosul-bodies-insight/battle-over-bodies-rages-quietly-in-iraqs-mosul-long-after-islamic-state-defeat-idUKKBN1FP12H>

<sup>22</sup> Salma Abdelaziz, Arwa Damon et Muwafaq Mohammed, « 'The only ones who lost': Mosul is still digging out its dead six months after ISIS' defeat » *CNN*, 22 janvier 2018, <https://edition.cnn.com/2018/01/22/middleeast/mosul-survivors-intl/index.html>

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*



qui empêche le retour d'un grand nombre de déplacés.<sup>25</sup> C'est surtout le cas à Mossoul ouest qui, par conséquent, reste particulièrement dangereux. Selon les fonctionnaires de l'ONU, aucune réhabilitation ni reconstruction ne pourront avoir lieu sans avoir réduit ces risques, présents dans « *chaque rue, chaque logement, chaque allée, [et] chaque élément d'infrastructure* ». <sup>26</sup> Bagdad, les Nations Unies ainsi que les autres parties prenantes ont estimé que l'éradication des engins explosifs improvisés (EEI) et des munitions non explosées (UXOs) était une priorité absolue et antérieure à tout effort de réhabilitation ou de reconstruction.<sup>27</sup> Toutes les parties prenantes sont conscientes que la situation n'est pas seulement complexe, mais aussi compromise en raison du manque cruel de moyens disponibles.<sup>28</sup>

Un défi plus structurel de la stabilisation sécuritaire à Mossoul est le nombre de groupes armés qui sont restés dans la ville après les combats contre l'EI. Ces forces comprennent le Commandement des opérations de Ninive, la police locale, les Unités de mobilisation populaire (*al-hashd al-shaabi*, ou PMF), les combattants tribaux et les peshmergas kurdes. Ces groupes ont certes combattu un ennemi commun – l'État islamique – mais se livrent aujourd'hui à une lutte pour le pouvoir et l'influence sur le territoire et les lieux stratégiques. Parfois, ils se battent les uns contre les autres. Par exemple, en mai 2018, des combattants du PMF de Kata'ib Sayyid al-Shuhada ont échangé des tirs avec le Huitième Régiment de l'Armée irakienne, suite à un conflit portant sur un poste de contrôle menant au Fourth Bridge.<sup>29</sup> Un haut responsable du Commandement des opérations de Ninive a fait part aux auteurs du fait que la multiplication de forces de sécurité, sans un commandement unifié, complique ses efforts pour la surveillance de la ville.<sup>30</sup>

---

<sup>25</sup> Lisa Schlein, « IS Leaves Deadly Legacy of Explosive Hazards in Iraq », *Voice of America*, 14 février 2018, <https://www.voanews.com/a/iraq-landmines-improvised-explosives/4254507.html>

<sup>26</sup> Schlein, « IS Leaves Explosive Hazards in Iraq ».

<sup>27</sup> UNMAS, « Supported by the European Union, UNMAS continues to address explosive threats to enable stabilization in liberated areas of Iraq », 20 février 2018, <http://www.mineaction.org/programmes/iraq>

<sup>28</sup> UNMAS, « UNMAS continues to address explosive threats ».

<sup>29</sup> « Popular Mobilization Units Clash with the Army », *Sot al-Iraq*, 14 février 2018: <https://www.sotaliraq.com/2018/02/14/%D8%A7%D9%84%D8%AD%D8%B4%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%B9%D8%A8%D9%8A-%D9%8A%D8%B4%D8%AA%D8%A8%D9%83-%D9%85%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%8A%D8%B4-%D9%88%D9%8A%D8%B5%D9%8A%D8%A8-%D8%AC%D9%86%D8%AF%D9%8A/>

<sup>30</sup> Entretien de l'auteur avec un haut fonctionnaire de commandement des opérations de Ninive, Mossoul, mars 2018.

## 1.2 – Les défis humanitaires

Aujourd'hui, de nombreux Mossouliotes sunnites se sentent délaissés et abandonnés. Certains évoquent même de bons souvenirs du temps de l'occupation, comme l'a souligné une femme : « *Au moins sous Daesh [un acronyme arabe pour l'État islamique] nous avons été mieux traités et nous n'avons pas été assignés au ramassage des ordures.* »<sup>31</sup>

Bien que certaines sources à Mossoul aient dit aux auteurs que la défaite de l'État islamique était positive car cela les a réunies et a soudé leur esprit<sup>32</sup> communautaire, le sentiment de gratitude initial envers les forces irakiennes a cédé la place à l'amertume, car les services de base restent médiocres. Plus inquiétant, elles insistent également sur le fait que les anciens bastions de l'État islamique dominés par les Chiites ont été privilégiés dans les efforts de reconstruction.<sup>33</sup>

Tous ces facteurs compliquent et entravent le retour de milliers de déplacés mossouliotes. L'ONU estime que 5,8 millions d'Irakiens se sont déplacés et, depuis 2014, environ 2,6 millions sont toujours des déplacés internes malgré quelques retours.<sup>34</sup> Avant l'occupation de Mossoul par l'État Islamique, la population était estimée à environ 2 millions d'habitants, mais avec la bataille pour libérer la ville, la population a été réduite à 948 000 personnes, tandis que 320 000 autres continuent de vivre dans des camps et 384 000 ont trouvé refuge chez des proches ou dans des mosquées, où elles dépendent fortement de l'aide qui leur est octroyée.<sup>35</sup>

Des efforts continuent d'être déployés par le gouvernement central et le gouvernement régional du Kurdistan, pour inciter et faciliter le retour de nombreux déplacés chez eux, mais beaucoup restent vulnérables et ne peuvent pas rentrer sans aide.<sup>36</sup> Pourtant, il est essentiel que les efforts humanitaires se poursuivent, afin d'éviter des retours prématurés ou involontaires, qui pourraient constituer un plus grand risque pour ces communautés vulnérables.<sup>37</sup>

---

<sup>31</sup> Jalabi et Georgy, « Special Report », *op. cit.*

<sup>32</sup> Entretien avec une source anonyme à Mossoul.

<sup>33</sup> Jane Arraf, « Months After ISIS Much of Iraq's Mosul is Still Rubble », *NPR*, 2 mars 2018, <https://www.npr.org/sections/parallels/2018/03/03/587726649/months-after-isis-much-of-iraqs-mosul-is-still-rubble>

<sup>34</sup> UNHCR, « Iraq Situation: Flash Update », 8 mars 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180308%20UNHCR%20Iraq%20Flash%20Update.pdf>

<sup>35</sup> AFP, « Iraq faces vast challenges securing, rebuilding Mosul » 3 août 2017, <http://www.al-monitor.com/pulse/afp/2017/08/iraq-conflict-reconstruction-mosul.html#ixzz5A7gYQf6Q>

<sup>36</sup> OCHA, « Iraq: US\$569M urgently needed to respond to the needs of 3.4M of the most vulnerable people » 6 mars 2018, <http://www.unocha.org/story/iraq-us569m-urgently-needed-respond-needs-34m-most-vulnerable-people>

<sup>37</sup> OCHA, « Iraq: US\$569M urgently needed ».

Malgré la souffrance généralisée des Sunnites tombés aux mains de l'État islamique, les membres d'autres groupes identitaires se sentent trahis par le fait que certains de leurs voisins arabes sunnites aient trouvé des compromis avec le groupe extrémiste. Répondre aux préoccupations des Sunnites est essentiel pour aider à atténuer les divisions, accentuées par l'occupation de l'État islamique et la dévastation de Mossoul. Il faut tout autant réduire la probabilité de résurgence du groupe ou d'autres formations extrémistes similaires. Au sein de la communauté sunnite, selon un chef de tribu, l'accent est désormais mis sur le « règlement de comptes », car plusieurs veulent se venger du meurtre de leurs fils par l'État islamique.<sup>38</sup> Selon un responsable de l'ONU, des dirigeants tribaux ont mis en place des *diwans* pour régler les différends et assister le processus de réconciliation avec le gouvernement.<sup>39</sup> De plus, d'autres Sunnites se sentent injustement accusés d'être des collaborateurs, parce qu'ils n'ont pas fui pendant l'occupation.<sup>40</sup>

Les chefs tribaux ont cherché à distinguer ceux qui avaient vraiment adhéré aux croyances et valeurs du groupe extrémiste et ceux qui étaient forcés de soutenir l'État islamique et ses actions, que ce soit à cause de la pression économique ou par nécessité. Par exemple, un accord a été signé par plus de cents notables tribaux pour empêcher de punir certaines familles qui avaient entretenu des liens avec l'État islamique.<sup>41</sup> L'avenir de Mossoul dépendra fortement des efforts déployés pour guérir les traumatismes, physiques et psychologiques, dont souffre toujours la ville.

Une autre fracture sociale au sein de la société pluri-religieuse et multi-ethnique de Mossoul concerne le destin des familles de l'État islamique, ou de ceux qui sont considérés comme affiliés. Il existe un ressentiment envers ces familles, en particulier envers leurs femmes et enfants, soit souvent ceux qui ont été mis de côté et qui n'ont pas participé activement aux crimes. Le nombre actuel de familles irakiennes – et en particulier mossouliotes – qui se sont alignées sur l'État islamique est très difficile à déterminer, car il n'existe pas de pourcentage exact. Cependant, selon un agent humanitaire, on estime leur nombre à quelques milliers.<sup>42</sup> La plupart des femmes de combattants de l'EI qui n'ont été ni capturées ni tuées, nient toute implication au sein du groupe extrémiste, mais nombreux sont ceux qui, à Mossoul, sont sceptiques à l'égard de ces déclarations. Selon le membre d'une ONG, il y a, parmi ces familles associées à l'EI, des hommes déclarant avoir chassé leur fils ayant rejoint l'EI, tandis que d'autres ont dit qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de leur permettre de rester.<sup>43</sup> Certaines épouses font savoir, quant

<sup>38</sup> Scott Peterson, « How Sunnis post-ISIS crisis is leading some to a new Iraqi Nationalism », *Christian Science Monitor*, 27 décembre 2017, <https://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2017/1227/How-sunnis-post-ISIS-crisis-is-leading-some-to-a-new-Iraqi-nationalism>

<sup>39</sup> Entretien téléphonique avec un fonctionnaire de l'ONU à Mossoul, mars 2018.

<sup>40</sup> Ghaith Abdul-Ahad, « How the people of Mosul subverted Isis 'apartheid' », *Guardian*, 30 janvier 2018, <https://www.theguardian.com/cities/2018/jan/30/mosul-isis-apartheid>

<sup>41</sup> Peterson, « How Sunnis post-ISIS crisis ».

<sup>42</sup> Entretien téléphonique avec le fonctionnaire d'une ONG à Mossoul, mars 2018.

<sup>43</sup> *Ibid.*

à elles, qu'elles ne pouvaient qu'obéir à leur mari, actif au sein du groupe extrémiste alors qu'elles ne le soutenaient pas. Mais dans la majorité des cas, cela ne facilite pas le sort de ces femmes, qui ont été détenues dans des camps avec leurs enfants, séparées des autres personnes déplacées. Ces femmes sont rejetées, isolées et mises au ban de la société. Beaucoup d'entre elles ne disposent pas des documents nécessaires et ne sont pas reconnues par le gouvernement irakien, leurs papiers ayant été émis par l'État islamique ou bien détruits, compliquant leur statut légal dans le pays. Comme l'a fait savoir l'une de ces femmes, elle n'avait aucune opportunité d'emploi car elle manquait non seulement des compétences professionnelles mais aussi d'un compagnon, car même si certains hommes acceptent d'épouser une femme avec des enfants, personne ne voudrait se marier avec la femme d'un ancien combattant de l'EI.<sup>44</sup>

En outre, les rapports de Human Rights Watch suggèrent qu'environ 1 400 familles affiliées à l'EI, principalement composées de femmes et d'enfants, se sont rendues. Elles ont été jugées par les tribunaux irakiens et ont été condamnées fermement à de longues peines de prison et parfois même à mort, pour des crimes non violents.<sup>45</sup> Le destin des enfants de ces femmes, dont beaucoup ont été endoctrinés et traumatisés, constitue une autre charge pesant sur la société. L'Irak, ainsi que le gouvernement régional du Kurdistan, s'emploient à faciliter le retour d'un grand nombre de ces familles vulnérables, assistance indispensable compte tenu de l'omniprésence des explosifs dans certaines zones et de la persistance des tensions ethniques.<sup>46</sup> Les sources mossouliotes sunnites se distinguent de celles des régions environnantes, dans la mesure où elles ne croient pas à la vengeance mais plutôt à un assainissement de la société via une mise en œuvre de la loi.<sup>47</sup> Mais la corruption généralisée – au sein du système judiciaire et parmi ceux qui contrôlent la ville – constitue une entrave à cela. Ainsi, à cause du sectarisme présent dans le pays depuis 2003, le bout du tunnel demeure lointain, malgré un certain optimisme après la chute de l'État islamique.

### **1.3 – Les défis économiques**

Avant 2014, Mossoul représentait l'une des économies les plus développées en Irak, avec d'importants secteurs manufacturiers et industriels. C'était un hub commercial pour des industries et des entreprises de taille moyenne, avant de tomber sous le joug de l'EI en 2014. La ville comptait beaucoup d'entreprises et d'usines pharmaceutiques et un grand nombre d'ouvriers, dont des charpentiers et des artisans du cuir et du textile.

---

<sup>44</sup> Heather Murdock, « Iraq's Shunned Islamic State Families, » *Voice of America*, 25 janvier 2018, <https://www.voanews.com/a/iraq-shunned-islamic-state-families/4224626.html?src=voa-editor-picks>

<sup>45</sup> Belkis Wille, « Unfair ISIS Trial in Iraq Hands Women Harsh Sentences », *Human Rights Watch*, 21 février, 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/02/21/unfair-isis-trial-iraq-hands-women-harsh-sentences>

<sup>46</sup> OCHA, « Iraq: US\$569M urgently needed ».

<sup>47</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.

Cependant, un grand nombre de ces usines et ateliers ont été convertis en lieux de production d'engins explosifs improvisés (EEI)<sup>48</sup> par l'État islamique, et parfois détruits pendant les combats pour la libération de la ville, incluant l'une des industries pharmaceutiques les plus modernes de la ville. La restauration de ces industries est vitale pour que Mossoul puisse se relancer économiquement. Pourtant, selon des sources sur place, une grande partie de ces entreprises ont du mal à rebâtir l'essentiel des infrastructures avec leurs propres fonds, sachant que le gouvernement ne les a pas aidées dans la reconstruction.<sup>49</sup> En effet, plusieurs sociétés ont tenté de relancer le quartier des affaires, mais n'ont reçu aucune compensation de la part du gouvernement et se retrouvent donc à devoir payer l'ensemble de la reconstruction avec leurs propres fonds.<sup>50</sup> L'investissement privé est donc central et Bagdad tente d'améliorer le sort de Mossoul et de raviver son économie, permettant aux commerçants locaux d'établir des liens durables avec des investisseurs étrangers, car ces derniers s'assureront que leurs investissements seront utilisés à bon escient.

La relance de Mossoul nécessite une privatisation ainsi que des réformes économiques qui, dans l'état actuel des choses, demeurent des vrais défis. C'est néanmoins indispensable afin que Mossoul puisse élargir son assiette fiscale et diversifier son économie, qui est principalement dominée par l'industrie du pétrole et du gaz. L'investissement privé donnerait un coup d'accélérateur aux entreprises locales et ouvrirait de nouvelles opportunités d'emploi.

Le taux élevé de chômage, particulièrement au sein de la jeunesse, est un obstacle significatif au redressement de la ville. Le taux estimé est de 56 % parmi les jeunes, probablement plus.<sup>51</sup> Le chômage, couplé au retard du paiement des salaires des fonctionnaires, ont tous deux impacté l'économie et ont affecté le commerce au sein de la ville.

Un autre problème est l'infiltration des produits iraniens sur le marché de Mossoul, qui, selon un agent de l'ONU, a été facilitée par la diminution des produits turcs qui dominaient autrefois les importations à Mossoul.<sup>52</sup>

Néanmoins, le principal frein à la reprise de l'économie à Mossoul, tout comme dans les autres zones du pays, est la corruption. Afin que l'Irak devienne plus attractif pour les investisseurs, il est nécessaire de pouvoir attester de la transparence des institutions et de la pertinence des cadres juridiques, afin que les investisseurs se sentent rassurés sur la santé et la viabilité du climat commercial. Le Royaume-Uni, par exemple, a appuyé la

<sup>48</sup> Watling, « How can Iraq Rebuild? », *The Atlantic*.

<sup>49</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Comité International de Secours*, « Creating opportunities and jobs for young people in Mosul after ISIS », 24 janvier 2018, <https://www.rescue.org/press-release/creating-opportunities-and-jobs-young-people-mosul-after-isis>

<sup>52</sup> Entretien téléphonique avec le fonctionnaire d'une ONG à Mossoul, mars 2018.

création d'infrastructures irakiennes privées, en fournissant 12 milliards de dollars via l'*UK Export Finance*, agence de crédit à l'exportation, mais ces entreprises voudraient effectuer un retour sur investissement qui pourrait poser problème dans le contexte irakien actuel.<sup>53</sup>

La corruption généralisée est donc un obstacle-clé à la stabilité de l'Irak ainsi qu'à son développement politique, et Mossoul ne fait pas exception. Lors d'une conférence en mars 2018, le Premier ministre irakien avait déclaré que la corruption était devenue plus dangereuse que le terrorisme car elle serait un ennemi « *invisible* »<sup>54</sup> omniprésent dans un pays en conflit. *Transparency International* classe l'Irak parmi les États les plus corrompus à l'échelle mondiale, occupant ainsi la 169<sup>ème</sup> place sur 180, sur des critères de vol, de fraude généralisée, de mauvaise gestion du trésor public, qui nuisent à l'économie du pays et qui fragilisent la confiance de la population vis-à-vis de leur gouvernement. Il s'agit là d'un obstacle majeur pour la reconstruction du pays et la principale raison expliquant la réticence des donateurs internationaux à y injecter directement des fonds. Par exemple, un agent de l'ONU souligne l'échec flagrant, depuis 2003, à rétablir un approvisionnement continu en électricité, quand la plus grande partie du pays n'en reçoit que de manière irrégulière.<sup>55</sup> C'est ici le signe d'une mise en garde contre la corruption des instances officielles et leur incapacité à assurer les services de base.<sup>56</sup>

Une autre « vérité admise » est qu'il est quasiment impossible de mettre en place un environnement commercial en Irak sans avoir recours à la corruption et à ceux qui sont capables d'assurer des « contrats publics lucratifs » et d'accéder au pouvoir.<sup>57</sup> Les PME souffrent de la corruption, dès lors qu'il faut obtenir les documents de la part d'un fonctionnaire local qui aurait un client concurrent, et elles ont plus de difficultés à payer les pots-de-vin que les plus grandes entreprises, particulièrement celles du pétrole et du gaz.<sup>58</sup> Cependant, il est très probable que ces PME puissent créer des emplois dans les villes récemment libérées et qui en ont le plus besoin. Voilà pourquoi la corruption se place au sommet de la hiérarchie des causes qui compliquent la relance de l'Irak et de Mossoul, ancienne ville commerçante.

En somme, de nombreux défis immédiats menacent la victoire durable sur l'État islamique. Au centre de tous ces griefs, il existe néanmoins un certain esprit de solidarité

---

<sup>53</sup> Watling, « How can Iraq Rebuild? », *op. cit.*

<sup>54</sup> *Middle East Monitor*, « Iraq PM says corruption more dangerous than terrorism », 18 mars 2018, <https://www.middleeastmonitor.com/20180315-iraq-pm-says-corruption-more-dangerous-than-terrorism/>

<sup>55</sup> Entretien téléphonique avec le fonctionnaire d'une ONG à Mossoul, mars 2018.

<sup>56</sup> Michael Young et Mohanad Hage Ali, « What Impact Will the Recent Iraq Fundraising Conference in Kuwait Have on the Country's Future? », *Diwan-Carnegie*, 1<sup>er</sup> mars 2018, <http://carnegie-mec.org/diwan/75650?lang=en>

<sup>57</sup> Watling, « How can Iraq Rebuild? », *op. cit.*

<sup>58</sup> *Ibid.*

parmi les Mossouliotes sunnites, pour la reconstruction de leur communauté et l'effacement des divisions ayant brisé la cohérence de la société civile.<sup>59</sup> Mais cet optimisme sur le court terme, né principalement du soulagement du départ de l'État islamique, risque de ne pas durer longtemps si les défis sur le long terme ne sont pas saisis.

Se remettre des traumatismes psychologiques, de la destruction totale des infrastructures urbaines, de la paralysie économique et des circonstances sociales difficiles – avec notamment des familles brisées, des orphelins et des veuves et la détresse des plus pauvres et des plus vulnérables – demandera du temps, mais les Mossouliotes insistent sur la nécessité de gérer tous ces problèmes convenablement.

## 2 – Les défis politiques pour Mossoul

Bien que l'État islamique ait été vaincu sur le plan territorial, les racines structurelles plus profondes qui ont mené à son émergence, continuent d'exister. Ces racines sont liées à la faiblesse de l'État irakien d'après-2003, qui a été incapable de répondre aux besoins des citoyens ou de les représenter légitimement. Cet échec est présent aux niveaux local et étatique. En termes de reconstruction, l'une des raisons pour expliquer le manque de financements est le scepticisme de la part de la communauté internationale quant à la capacité des gouvernements irakiens à bien allouer l'argent, en raison des contestations politiques et de la fragilité de l'État.

Depuis 2003, une grande partie des travaux portant sur l'Irak ont souligné le problème du communautarisme. Dans la logique des politiques identitaires, le nouvel État a été construit grâce à un accord entre Chiites et Kurdes, avec des avantages minimes pour les Sunnites. Le pouvoir a ensuite été saisi par les dirigeants chiites, alors que les Kurdes s'étaient tournés vers leur propre projet d'autonomie. L'une des inquiétudes les plus profondes pour les Mossouliotes sunnites est leur actuelle marginalisation politique et leur exclusion du gouvernement central à Bagdad.

Le confessionnalisme était flagrant dans les politiques de Nouri al-Maliki qui, en tant que Premier ministre (2006-2014), avait utilisé des lois de dé-baathification et la lutte contre le terrorisme pour marginaliser l'opposition politique sunnite. Plusieurs Sunnites se sont sentis exclus et ont accusé le gouvernement central chiite de les traiter comme des citoyens de seconde zone, en leur refusant des emplois décents et des postes importants au sein des forces de sécurité. En 2011, pour protester contre les politiques d'hypercentralisation de Maliki et dans l'esprit du Printemps arabe qui a soufflé sur de nombreux pays de la région, des Mossouliotes et d'autres Sunnites ont lancé un mouvement de

---

<sup>59</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.

protestation, connu sous le nom d'*al-harak al-shaabi*. Cependant, plutôt que de reconnaître les demandes des manifestants, Maliki s'est montré hostile et les a qualifiés de terroristes. Les tensions communautaires qui ont plané sur l'Irak toutes ces années ont précipité le passage des manifestations de 2012-2013 à une insurrection violente des Sunnites. Dans une certaine mesure, cette amertume, couplée à l'abandon des provinces-clés par l'armée irakienne face à l'État islamique ont amené certaines communautés à sympathiser avec le groupe extrémiste sunnite, certains l'ayant même accueilli favorablement en 2014 – ce qui constitue l'apogée du confessionnalisme militarisé en Irak.

Cependant, le problème sunnite n'est pas seulement une conséquence du conflit inter-confessionnel, mais aussi un symptôme des rivalités sunnites internes et de l'échec du leadership sunnite. Les Sunnites manquent de représentation politique capable de mobiliser et d'unifier la communauté, ce qui est tout à fait différent des cas kurde ou chiite. Dans le passé, par exemple, les Kurdes avaient opté pour le nationalisme et les Chiïtes s'étaient tournés vers leurs autorités religieuses à Najaf, qui s'assuraient de leur unification. De plus, les Kurdes et les Chiïtes disposent de partis politiques de longue date, contrairement aux Sunnites qui ont jusqu'à présent été incapables de se mobiliser ou de s'unifier. Un parti politique historique leur manque donc afin de porter leurs revendications.<sup>60</sup>

Cependant, au cours de ces dernières années, les luttes internes aux groupes confessionnels ont défini la politique de l'ensemble de l'Irak. Les acteurs de la société civile ont participé à des manifestations, tentant de trouver un cadre plus inclusif pour le pays, car les Irakiens sont généralement d'accord sur la nécessité d'une réforme gouvernementale pour lutter contre la corruption, contre les inégalités de pouvoir et pour rétablir la confiance et soigner les traumatismes collectifs.

Semblable aux fragmentations qui ont éclaté dans les régions chiïtes et kurdes d'Irak, la scène politique sunnite est divisée entre des dirigeants en lutte pour le pouvoir et l'influence – ce qui prouve que les Sunnites ne font pas partie d'un groupe unanime. De plus, l'expansion puis la chute – territoriale – de l'État islamique ont mis en évidence les tensions intra-sunnites. Aujourd'hui, de nombreux habitants pensent que les dirigeants sunnites n'ont pas fait assez pour leur communauté depuis 2003. Ils dénoncent le fait que leur direction ne représente pas leurs intérêts. Aujourd'hui, c'est bien plus la division entre les citoyens et les élites qui mène au conflit, plutôt que les divisions communautaires entre Sunnites, Chiïtes ou Kurdes.

Pour reconstruire leur ville, de nombreux Mossouliotes éprouvent un manque de confiance profond envers les pouvoirs locaux, qu'ils jugent incompetents et uniquement motivés par la corruption.<sup>61</sup> Par conséquent, beaucoup voudraient écarter à la fois le

---

<sup>60</sup> Le Parti Islamique (issu des Frères musulmans) n'a pas réellement de poids.

<sup>61</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.



gouvernement central et leurs dirigeants locaux de la reconstruction. Et pour cela, ils se tournent vers des ONG étrangères indépendantes et des acteurs internationaux, qui n'ont pas d'agenda religieux, confessionnel ou étranger, mais qui fournissent directement une aide aux villes en collaborant avec des partenaires locaux transparents et non corrompus. Selon un sondage du *National Democratic Institute* de début 2017, 44 % des Sunnites considèrent que les Nations Unies devraient être en charge de la reconstruction du pays, et non pas leurs leaders politiques (locaux ou fédéraux), ni religieux.<sup>62</sup>

Des élections nationales auront lieu le 12 mai 2018. Cependant, il est clair que la situation actuelle à Mossoul est encore prématurée pour les tenir. Un grand nombre d'habitants estime que les prochaines élections auraient dû être reportées pour plusieurs raisons, dont l'une est l'incapacité de prendre des décisions immédiatement après la libération. Néanmoins, Abadi, soutenu par ses alliés internationaux, a insisté pour l'organisation de ces élections.

Ainsi, et malgré leurs échecs précédents, les mêmes candidats sont revenus à Mossoul pour reprendre leur carrière là où elle s'était arrêtée. Le député irakien de Ninive, Noura al-Bijari a déclaré que « *les mêmes personnalités politiques vont participer aux élections* ». <sup>63</sup> Plus généralement, le même leadership sunnite au sein du gouvernement central cherche à réclamer à nouveau le droit de représenter les habitants de Mossoul. Ces mêmes dirigeants comprennent Osama al-Nujafi, l'actuel vice-président, Salim al-Jabouri, l'actuel chef du parlement, Saleh al-Mutlaq, l'ancien vice-président, Jamal al-Karbouli, un membre du parlement, et Ayad al-Allawi, l'ancien Premier ministre, qui est chiite mais qui a prétendu représenter les sunnites. L'ancien gouverneur de Ninive, Athil al-Nujaifi, qui est encore sévèrement critiqué pour ne pas avoir empêché l'émergence de l'EI bien avant qu'il ne prenne officiellement le contrôle de la ville en juin 2014, anticipe également un retour à la politique.

À Mossoul, les personnalités locales ont pris l'initiative de combler les lacunes laissées par les services du gouvernement fédéral sur des questions aussi variées que la reconstruction ou la collecte des déchets. Il existe un potentiel leadership réel parmi les enseignants, les conseillers, les médecins et les soldats, qui tous vécurent l'occupation de l'EI. Selon un travailleur humanitaire, ceux qui disposent de la légitimité à Mossoul sont ceux qui sont restés sur place pour combattre l'État islamique.<sup>64</sup> Les tribus cherchent également un rôle dans la stabilisation, qu'il s'agisse d'efforts de réconciliation ou autre. Un cheikh de la tribu sunnite d'al-Shammar, Talib al-Shammar, a demandé plus d'autonomie pour les Sunnites, affirmant que « *les habitants de Mossoul devraient avoir leur mot à dire*

<sup>62</sup> L'Institut National Démocratique, « Improved Security Provides Opening for Cooperation March – April 2017 Survey Findings », 7 juin 2017, <https://www.ndi.org/sites/default/files/Iraq%20April%202017%20Survey%20Public%20Final%20%281%29%20%281%29.pdf>

<sup>63</sup> Mustafa Habib, « Hoping History Repeats: Sunni Political Alliances for Election Only Offer More Of Same » *Niqash*, 1<sup>er</sup> février 2018, <http://www.niqash.org/en/articles/politics/5827/>

<sup>64</sup> Entretien téléphonique avec le fonctionnaire d'une ONG à Mossoul.

*dans la gestion de leur propre ville sans être traités comme des citoyens de seconde zone. Nous ne ferons preuve d'aucune tolérance à l'égard de toute tentative de Bagdad de confier Mossoul aux forces armées ; nous résisterons et trouverons un million de façons de demander notre propre autonomie ».*<sup>65</sup>

Cependant, pour les prochaines élections, ces nouveaux dirigeants ont peu de chances face à l'élite bien implantée après-2003, qui peut plus facilement se mobiliser sur le court-terme. De plus, les acteurs locaux de la société civile, principalement des personnalités de Mossoul, sont apparemment sous la pression des autorités locales.<sup>66</sup> Par conséquent, les élections à venir seront le fait de candidats que les Mossouliotes perçoivent comme étant le problème plutôt que la solution aux défis complexes et multiples que connaît la ville. Il y a donc peu d'espoir de voir un changement à l'occasion des prochaines élections de mai.

Cette section met en lumière les disputes politiques et les tensions qui façonnent les défis pour la représentation sunnite au niveau local et étatique, et cela sur le long terme.

## **2.1 – Les tensions politiques confessionnelles**

Les résidents mossouliotes sunnites affirment qu'ils continuent à ressentir les séquelles du communautarisme, qui a atteint son apogée en 2014, malgré la libération de la ville depuis juillet 2017.<sup>67</sup> Les plaintes principales incluent des provocations à l'égard de certaines communautés par le gouvernement central, la corruption financière et les allocations basées sur des affiliations ethno-confessionnelles (*muhasasa*). Selon certains, les tensions communautaires se sont même accrues au sein de la société, et plusieurs milices ont vu le jour à la suite de l'État islamique, dont des milices composées de Chrétiens, de Shabaks, de Turkmènes et de Yézidis.

À Mossoul, l'émergence des forces de mobilisation populaire (*al-hashd al-shaabi*, ou PMF), une organisation regroupant une cinquantaine de groupes paramilitaires, fait craindre un sectarisme supplémentaire dans l'avenir proche de la ville. Bien qu'étant sous le contrôle symbolique du Premier ministre irakien et du Conseil National de Sécurité (NSC), les groupes les plus forts des PMF entretiennent des liens profonds avec l'Iran et restent

---

<sup>65</sup> Michael Georgy, Ahmed Rasheed, Raya Jalabi, « Special report: In Mosul's Fall Informants Played Vital Role Against Islamic State », *Reuters*, 4 octobre 2017, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-mosul-specialrepo/special-report-in-mosuls-fall-informers-played-vital-role-against-islamic-state-idUSKCN1C916U>

<sup>66</sup> Entretien de l'auteur avec un habitant de Mossoul, mars 2018.

<sup>67</sup> *Ibid.*

autonomes, contestant la structure traditionnelle de commandement de la sécurité. Les Sunnites considèrent que les PMF sont à la fois sectaires et anti-sunnites.<sup>68</sup>

Les PMF ont été accusées de compliquer la phase d'après-conflit à Mossoul. Plusieurs habitants de Mossoul accusent les PMF de piller leur ville.<sup>69</sup> De plus, leur utilisation des points de contrôle fournit un moyen facile de générer des revenus grâce à des péages où l'on demande aux résidents de payer, et en faisant usage d'intimidations. Comme évoqué plus tôt, le groupe des PMF *Kata'ib Sayyid al-Shuhada* a été impliqué dans une altercation physique avec l'armée irakienne au sujet des postes de contrôle. De plus, en mai 2017, la revue allemande *Der Spiegel* a publié un rapport sur les abus commis par les PMF contre des centaines d'hommes sunnites, et des rapports allèguent que l'organisation de Badr et les brigades du Hezbollah ont arrêté et battu ces hommes pendant la bataille pour reprendre Mossoul.<sup>70</sup> Plus récemment, les PMF ont été accusées d'exécutions extrajudiciaires de Sunnites, qui ont prétendument soutenu l'État islamique.<sup>71</sup> Par ailleurs, en janvier 2018, sur la place de Mossoul, plusieurs membres d'une milice pro-iranienne et de la police fédérale ont brandi des affiches de l'Ayatollah Ruhollah Khomeini, le dirigeant révolutionnaire iranien, ce qui a fait sensation à cause de l'héritage de la guerre entre l'Irak et l'Iran.<sup>72</sup>

Cependant, la plupart des groupes des PMF chiites sont en train de quitter la ville. À leur place, et défiant le récit sectaire, les groupes des PMF recrutés localement surveillent des postes de contrôle et patrouillent dans les rues. À Mossoul, par exemple, les gardes nationaux du leader sunnite Athil al-Nujaifi (*al-hashd al-Ninewah*) reçoivent un soutien de la commission des PMF. De plus, les groupes paramilitaires shabak, chrétiens et turkmènes se sont joints aux PMF dans le but d'obtenir une influence et un contrôle locaux. Pour le leadership des PMF, armer les groupes locaux est un moyen de maintenir leur influence, sans avoir besoin d'être présentes. En revanche, même si ces milices sont plus locales, elles continueront de représenter un défi pour reconstruire l'État et même représenter leurs électeurs.

Un autre signe que le communautarisme n'a pas été complètement éradiqué est à trouver dans les défis juridiques auxquels font face les personnalités politiques sunnites en tant que candidates aux élections. Par exemple, Nujaifi a fait l'objet de plusieurs actions en justice. Récemment, en janvier 2018, le tribunal correctionnel du district de Rusafa à

<sup>68</sup> Munqith al-Dagher et Karl Kaltenthaler, « A striking positive shift in Sunni opinion in Iraq is underway. Here's what it means », *Washington Post*, 17 septembre 2018, [https://www.washingtonpost.com/news/mon-key-cage/wp/2017/09/14/iraqi-sunnis-are-impressed-by-the-defeat-of-isis-heres-what-that-could-mean/?utm\\_term=.beefb30a53b6](https://www.washingtonpost.com/news/mon-key-cage/wp/2017/09/14/iraqi-sunnis-are-impressed-by-the-defeat-of-isis-heres-what-that-could-mean/?utm_term=.beefb30a53b6)

<sup>69</sup> Entretiens de l'auteur avec des habitants de Mossoul, mars 2018.

<sup>70</sup> *The New Arab*, « Iraq's Shia militias formally integrated into state's security apparatus », 9 mars 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2018/3/9/iraqs-shia-militias-formally-integrated-into-states-security-apparatus>

<sup>71</sup> Jalabi et Georgy, « Special Report », *op. cit.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

Bagdad a condamné Nujaifi à trois ans de prison pour des accusations de blanchiment d'argent.<sup>73</sup> En 2016, l'éminent Mossouliote Khalid al-Obeidi, qui était ministre de la Défense, a été destitué en raison d'allégations de corruption émanant de parlementaires entretenant de solides relations avec l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki. Bien que la validité des accusations ne soit pas attestée, les habitants de Mossoul pensent que la même exigence de lutte contre la corruption devrait être appliquée aux hauts dirigeants chiites de Bagdad, qui n'ont pas encore été accusés d'infractions similaires malgré leur participation à la corruption. Maliki a utilisé son pouvoir sur le parlement et le pouvoir judiciaire, ainsi que sa relation avec Medhat al-Mahmoud, le président de la Cour Suprême irakienne, pour mieux cibler les opposants sunnites.

En somme, le communautarisme a pris plusieurs formes dans l'Irak d'après-2003. Bien qu'il ne soit pas aujourd'hui à son apogée comme en 2013 et 2014, il reste un déterminant qui peut refaire surface, aussi longtemps que l'État reste faible et incapable de fournir une représentation légitime à l'ensemble de ses citoyens.

## 2.2 – Les concurrences intra-sunnites

Contrairement à son apogée en 2014, le confessionnalisme n'est plus le principal générateur de conflits à Mossoul, récemment libérée. Le plus grand défi pour l'avenir politique de la ville serait principalement la fragmentation du leadership sunnite. Dans le but de le réunifier, quelques conférences ont été organisées à Bagdad, à Erbil, à Amman, à Doha, à Beyrouth et ailleurs ces dernières années. La plupart du temps, ces conférences n'ont pas réussi à aboutir à un accord. Lors d'une conférence à Bagdad en 2015, des participants furieux se sont même livrés à une altercation en se lançant des chaises.<sup>74</sup> Cela s'est soldé par la fragmentation du leadership sunnite.

La division est évidente dans le cadre des prochaines élections. En 2010, la coalition d'Ayad Allawi, *al-Iraqiya*, a fait campagne seule en représentant la majorité des partis sunnites, y compris les forces tribales. Vers 2014, des dissensions se sont révélées et deux blocs ont émergé : le Mouvement national pour la réforme (*Muttahidoon*), dirigé par Salim al-Jabouri, Osama al-Nujaifi et Qasim al-Fahdawi d'une part, et la Coalition *Al-Arabiyya*, dirigée par Salih al-Mutlaq, d'autre part.

---

<sup>73</sup> Omar Kassem, « Iraq's Judiciary Rules against Sunni Politician Ahead of Iraqi Elections », Institute for the Study of War, 9 février 2018, <http://www.understandingwar.org/backgrounder/iraq%E2%80%99s-judiciary-rules-against-sunni-politician-ahead-iraqi-elections>

<sup>74</sup> Renad Mansour, « The Sunni Predicament in Iraq », *Carnegie Middle East Center*, mars 2016, [http://carnegieendowment.org/files/CMEC\\_59\\_Mansour\\_Sunni\\_Final.pdf](http://carnegieendowment.org/files/CMEC_59_Mansour_Sunni_Final.pdf)

En 2018, les divisions internes menacent à nouveau l'unité. Les principaux concurrents sont :

- 1) La Coalition Nationale (*al-Wataniya*), dirigée par Allawi, Jabouri, Mutlaq et les chefs sunnites des Unités de mobilisation populaire (PMF) ;
- 2) *Al-Qarar*, dirigé par Osama et Athil al-Nujaifi. En avril 2018, Khamis Khanjar, qui était à la tête de la Coalition *Al Qarar al-Iraqi*, a finalement renoncé à la Direction en raison de la mauvaise gestion et de la fragmentation générale de la scène politique sunnite.

Aujourd'hui, la fragmentation de la représentation sunnite doit être resituée dans le cadre plus global de la lutte intra-chiite pour le contrôle de l'État irakien. La scène politique chiite est caractérisée par la concurrence entre une aile pro-iranienne, incluant Nouri al-Maliki et les leaders des Unités de mobilisation populaire (PMF), une aile plus contestataire portée par le *sayyid* Muqtada al-Sadr et enfin une aile plus centriste dirigée par le Premier ministre Haider al-Abadi. Malgré le fait que les partis sunnites arabes n'influencent pas réellement le choix du Premier ministre, ils peuvent néanmoins peser sur la distribution des ministères. La Liste nationale irakienne maintient ainsi des liens forts avec Maliki et le PMF, alors que *Al-Qarar* est plus proche d'Abadi et potentiellement d'al-Sadr.

Au-delà des rivalités personnelles et de la compétition pour l'argent et l'influence, le principal point de désaccord entre la Coalition Nationale et *Al-Qarar* réside dans leurs visions divergentes sur l'avenir des PMF et le rôle de l'Iran en Irak. Même si le schéma confessionnel classique suppose que tous les Sunnites devraient rester prudents face à l'influence iranienne, la Liste irakienne et ses leaders comme Salim al-Jabouri sont profondément connectés à Téhéran. Concernant l'avenir politique des PMF : la Liste irakienne, au sein de laquelle se trouvent des combattants des PMF, appuiera les PMF autant à l'échelle nationale que locale.

Certains dirigeants sunnites ont délaissé les politiques centrées sur les Sunnites pour se placer sur des listes chiites. Par exemple, le parti Alliance pour la Victoire (*Tahalof Al-nasr*) d'Abadi inclut Qasim al-Fahdawi et Abdul-Latif al-Hameem, à la tête du Fonds sunnite. Un journaliste moussolite déclarait : « Je serai le premier à voter pour Abadi, je ne m'intéresse pas à savoir s'il est sunnite ou chiite – il a sauvé l'Irak. »<sup>75</sup> Selon un sondage du NDI (*National Democratic Institute*) début 2017, la popularité d'Abadi atteignait 68 % parmi les Sunnites, et 64 % étaient persuadés que le pays était entre de bonnes mains avec le Premier ministre.<sup>76</sup>

<sup>75</sup> Gareth Browne, « Iraq's Sunnis and the 2018 elections », *the New Arab*, 27 novembre 2017, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2017/11/27/iraqs-Sunnis-and-the-2018-elections>

<sup>76</sup> L'Institut Démocratique National, « Improved Security Provides Opening for Cooperation March – April 2017 Survey Findings », 7 juin 2017, <https://www.ndi.org/sites/default/files/Iraq%20April%202017%20Survey%20Public%20Final%20%281%29%20%281%29.pdf>

De plus, pour la première fois dans l'Irak post-2003, les candidats chiites se posent sérieusement comme des concurrents dans les zones sunnites. Selon un sondage effectué par l'*Independent Institute for Administration and Civil Society Studies* auprès de toutes les personnes en capacité de voter, on estime qu'Abadi pourrait gagner 23 sièges dans les zones sunnites, alors que la Coalition Nationale en remporterait uniquement 4, et *Al-Qarar* seulement 3.<sup>77</sup> La fragmentation ainsi que la fragilité des partis politiques sunnites pourraient expliquer les résultats de ce sondage.

### **2.3 – Les relations entre les Sunnites irakiens et le Golfe**

Un tournant dans la politique étrangère de l'Irak et dans les dynamiques internes a été le changement récent de sa relation avec l'Arabie Saoudite. Précédemment, la logique identitaire dans l'Irak post-2003 signifiait que l'Iran appuyait les chiites, tandis que le Golfe soutenait le leadership sunnite. Les liens entre les deux se sont rompus après la Guerre du Golfe en 1991. D'autant plus que, en 2003, Téhéran s'est renforcé en Irak et a accru son influence, parallèlement au renforcement de la majorité chiite irakienne.

Dans ce contexte, la logique des États du Golfe a été d'appuyer les mouvements sunnites à Mossoul et ailleurs, comme un moyen de surmonter l'emprise de l'Iran sur l'État irakien. Ainsi, Riyad et les autres ont soutenu divers mouvements politiques et militaires, dont la campagne électorale d'Ayad Allawi en 2010, qui a remporté la majorité des voix mais qui n'a pourtant pas réussi à former un gouvernement. Le gouvernement irakien a d'ailleurs accusé les pays du Golfe d'avoir été impliqués dans le financement de groupes jihadistes sunnites extrémistes, comme Al-Qaïda ou l'État islamique. Finalement, l'approche des États du Golfe, centrée sur les Sunnites, dans le but de gagner de l'influence en Irak, s'est soldée par un échec en raison de la fragmentation du leadership sunnite et de son incapacité à se faire une place dans l'Irak de l'après-2003.

C'est pourquoi aujourd'hui l'Arabie Saoudite, qui a constaté l'impact des divisions sunnites à Mossoul et ailleurs, cherche de nouvelles alliances et circonscriptions en Irak. Elle souhaite éviter la confrontation et privilégier la coopération avec le gouvernement central et les Kurdes, qui pourraient être une nouvelle base de leur influence. L'Arabie Saoudite mise désormais sur la majorité chiite irakienne, dans le but de consolider son influence politique dans le pays et surtout de contrebalancer le pouvoir de son rival régional, l'Iran, qui n'a cessé d'accroître sa mainmise en Irak après le retrait des troupes américaines en 2011. Cette stratégie est en phase avec l'évolution de la politique en Irak, d'une politique identitaire à celle fondée sur des enjeux concrets, changement qui pourrait expliquer qu'un leader chiite, comme Abadi, puisse être populaire dans les zones

---

<sup>77</sup> Munqith Dagher, « Iraqi Public Opinion on the 2018 Parliamentary Elections », *CSIS*, 28 mars 2018, [https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/event/180328\\_Iraq\\_Elections\\_Slides.pdf?cCJCDWZWHzytlov9z7nCYgbgYFcihK.n](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/event/180328_Iraq_Elections_Slides.pdf?cCJCDWZWHzytlov9z7nCYgbgYFcihK.n)

sunnites. Riyad se consacre donc à cette approche, notamment à Mossoul, où la dévastation de la ville par l'EI ouvre une fenêtre d'opportunité à l'Arabie Saoudite, capable de s'inscrire dans le paysage politique irakien grâce à ses contributions financières pour la reconstruction.

En juin 2017, Abadi effectua sa première visite dans le Royaume saoudien, soulignant qu'un nouveau chapitre dans les relations entre les deux États voisins était en train de s'écrire. Considérant que les rapports s'étaient améliorés et que la coopération s'était intensifiée avec de nombreux officiels saoudiens visitant l'Irak, quelques nouveaux accords économiques, ainsi que certaines visites de délégations et l'annonce de la réouverture d'Arar, connectant les deux États, ont pu être entrepris. Pour Abadi, l'Arabie Saoudite et les alliés du Golfe sont des partenaires cruciaux pour la reconstruction et la réhabilitation, principalement du nord de l'Irak, ainsi que pour inciter les Sunnites à participer aux prochaines élections.<sup>78</sup> Abadi cherche à diversifier les alliés régionaux de l'Irak et à reconnecter le pays à son essence arabe, mais il reste tout autant prudent en ne froissant pas l'Iran et en évitant de donner l'impression d'un alignement stratégique.<sup>79</sup>

Mais c'est la visite du très populaire cheikh chiite irakien Muqtada al-Sadr, à Riyad en juin 2017, et sa rencontre avec le Prince saoudien Mohammed Bin Salman, qui ont réellement bouleversé la politique entre les deux États. En s'alliant avec al-Sadr, les Saoudiens peuvent étendre leur influence à d'autres factions irakiennes, plutôt que de se limiter aux leaders sunnites qui ont, pour le moment, échoué à instaurer une stabilité et ont même empêché qu'elle ne s'installe.<sup>80</sup> Al-Sadr est un dirigeant chiite, dont la stratégie est centrée sur l'Irak et qui dispose d'une aura considérable parmi les Chiites irakiens, un électorat que les Saoudiens doivent s'efforcer de convaincre s'ils veulent avoir une quelconque influence dans le pays, et qui reste pour le moment assez sceptique à l'égard de Riyad. Les Saoudiens espèrent également étendre leur influence vers le Sud chiite, et des plans d'ouverture d'un consulat à Bassora ont été approuvés, et éventuellement à Najaf.<sup>81</sup> Cette dernière est d'ailleurs centrale car elle abrite le Grand Ayatollah Sistani, qui a une forte mainmise sur les Chiites mais qui est aussi méfiant à l'égard des influences saoudienne et iranienne en Irak.<sup>82</sup> Concernant les projets d'établissement d'un consulat,

---

<sup>78</sup> Huthifa Fayyad, « Renewed Saudi-Iraq tries 'to rival Iran's influence' », *Al-Jazeera*, 25 octobre 2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/10/renewed-saudi-iraq-ties-rival-iran-influence-171024151411564.html>

<sup>79</sup> Reuters, « Iraqi PM Abadi heads to Saudi Arabia at start of MidEast tour », *Reuters*, 19 juin 2017, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-saudi/iraqi-pm-abadi-heads-to-saudi-arabia-at-start-of-mideast-tour-idUSKBN19A0UF>

<sup>80</sup> Fanar Haddad, « Why a controversial Iraqi Shia Cleric visited Saudi Arabia », *Washington Post*, 10 août 2017, [https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/08/10/why-a-controversial-iraqi-shia-cleric-visited-saudi-arabia/?utm\\_term=.46514f004aad](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/08/10/why-a-controversial-iraqi-shia-cleric-visited-saudi-arabia/?utm_term=.46514f004aad)

<sup>81</sup> Mohamed Mostafa, « Iraq approves opening Saudi consulate in Basra », *IraqiNews*, 10 janvier 2018, <https://www.iraqinews.com/features/iraq-approves-opening-saudi-consulate-basra/>

<sup>82</sup> Erika Solomon, « Sunni Saudi Arabia courts an ally in Iraq's Shia », *Financial Times*, 2 avril 2018, <https://www.ft.com/content/b4cb47b4-2d1c-11e8-9b4b-bc4b9f08f381>

ceux-ci ont été reportés en raison des manifestations de Chiites qui ont éclaté dans le Sud irakien, inquiets de l'influence grandissante de l'Arabie Saoudite. Mais en même temps, les Saoudiens veulent « *gagner le cœur des Chiites* » et c'est pourquoi une alliance avec al-Sadr est quasiment inévitable d'autant qu'elle est aussi mutuellement bénéfique : l'Arabie Saoudite peut assurer une aide économique et des opportunités de développement, tandis qu'al-Sadr peut lui garantir des victoires politiques.

Al-Sadr, quant à lui, veut faire parvenir un message à la fois à l'Iran et à ses opposants irakiens, et voit les Saoudiens comme une opportunité pour la reconstruction et à la stabilisation de l'Irak. Ils lui permettraient également d'apaiser les tensions communautaires et d'augmenter le nombre de ses partisans, dans le but de s'ériger comme la principale figure du Chiisme en Irak. D'autres politiciens chiites suivent également cette tendance du nationalisme irakien après le départ de l'EI, et mettent en avant leur identité arabe pour gagner des soutiens pour la reconstruction, le développement et sortir du sectarisme. Cette orientation politique pourrait certes satisfaire Riyad, mais il faut aussi qu'elle reste prudente quant à l'influence sous-jacente venant de Téhéran et qui a même atteint Mossoul.

À Mossoul et au Nord de l'Irak plus généralement, les États du Golfe ont également réalisé qu'ils devaient coopérer avec les Kurdes, qui contrôlent des territoires dans la région. Le Kurdistan irakien est perçu comme une zone où pourrait potentiellement se déployer « *le Bloc musulman sunnite pro-arabe* » et qui permettrait d'améliorer la représentation des Sunnites en Irak.<sup>83</sup> Un expert des relations Irak/Golfe a déclaré que les pays du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite, avaient des intérêts dans le Nord de l'Irak, principalement à Erbil, où existent un développement économique et de bonnes opportunités d'investissement. Mais l'Arabie Saoudite est encore plus ambitieuse et cherche à se déployer aussi sur les autres zones du pays à majorité chiite.

## 2.4 – **Les enseignements tirés : le ré-engagement sunnite**

L'après-2003 en Irak a été caractérisé par une pression de la part du gouvernement central sur les Sunnites, et un déni des nouvelles réalités. La principale raison qui explique la marginalisation des Sunnites est venue de leur décision de boycotter le processus de construction de l'État – laissant aux dirigeants chiites et kurdes le soin de fonder le nouvel Irak. Quinze ans plus tard, qu'est-il advenu de l'impasse sunnite ? Malgré la fragmentation et la fragilité de la représentation sunnite dans les prochaines élections, quelques enseignements peuvent être tirés.

---

<sup>83</sup> Hussein Ibish, « The Gulf Arab Countries and the Kurdish Referendum », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, 29 septembre 2017, <https://worldview.stratfor.com/article/gulf-arab-countries-and-kurdish-referendum>



Le premier est que le boycott ne fonctionne pas et que les Sunnites doivent abandonner leur déni de la réalité dans l'Irak après-2003. Les Chiïtes ont certes fondé le gouvernement, mais ils sont eux-mêmes divisés. Et au lieu d'ignorer le problème, les expériences de Salaheddine et d'Anbar soulignent les mérites d'une réconciliation du centre avec ses périphéries. La principale raison qui fait de Tikrit un exemple de stabilité réussie est celle de la coopération qu'entretenait son maire, Omar Tariq Ismail, avec Abadi.<sup>84</sup> En accord avec cela, la vision des Sunnites à l'égard du fédéralisme a changé. Autant en 2005 il était rare qu'un dirigeant sunnite appuie la décentralisation ou le fédéralisme, autant aujourd'hui les Sunnites ont réalisé que le principe fédéral pouvait garantir une plus grande autonomie à leurs provinces et régions.<sup>85</sup>

Le deuxième enseignement est que les dirigeants d'une même ethnie ou confession ne sont pas forcément ceux qui assurent une meilleure représentation. Depuis 2003, les leaders sunnites n'ont pas réussi à garantir les services fondamentaux à leurs propres citoyens. Ainsi, à Mossoul, la population n'est pas seulement méfiante vis-à-vis du gouvernement central à Bagdad, mais également à l'égard de ses propres chefs qui ont accédé au pouvoir en jouant sur leur identité, mais qui n'ont jamais satisfait les besoins de leurs communautés.

## CONCLUSION

Quelques mois après la libération de Mossoul-Est et de Mossoul-Ouest, l'optimisme règne dans la ville. La plupart des résidents qui ont souffert sous le joug de l'État islamique sont heureux de ne plus avoir affaire à un pouvoir salafiste-jihadiste totalitaire. Cependant, cet optimisme doit être abordé avec prudence, car les racines profondes ayant conduit à la montée de l'EI n'ont pas encore été détruites. À Mossoul, la structure politique locale demeure fragile, et les pouvoirs qui concourent aux prochaines élections ont du mal à porter des revendications légitimes qui pourraient leur assurer une réelle représentation.

La situation humanitaire reste critique et le gouvernement local est incapable de subvenir aux principaux besoins en électricité, en eau et en matière d'emplois. La réalité est particulièrement difficile pour Mossoul-Ouest, qui demeure vide et où la réhabilitation est limitée. Cela a pour conséquence un refus des déplacés de rentrer chez eux tant que les impératifs économiques et sécuritaires ne sont pas assurés.

---

<sup>84</sup> Renad Mansour, « Rebuilding the Iraqi State: Stabilisation, Governance, and Reconciliation », Direction générales des politiques extérieures de l'UE, 15 décembre 2017, [http://www.europarl.europa.eu/Reg-Data/etudes/STUD/2017/603859/EXPO\\_STU\(2017\)603859\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/Reg-Data/etudes/STUD/2017/603859/EXPO_STU(2017)603859_EN.pdf)

<sup>85</sup> Mansour, « Sunni Predicament », *op. cit.*

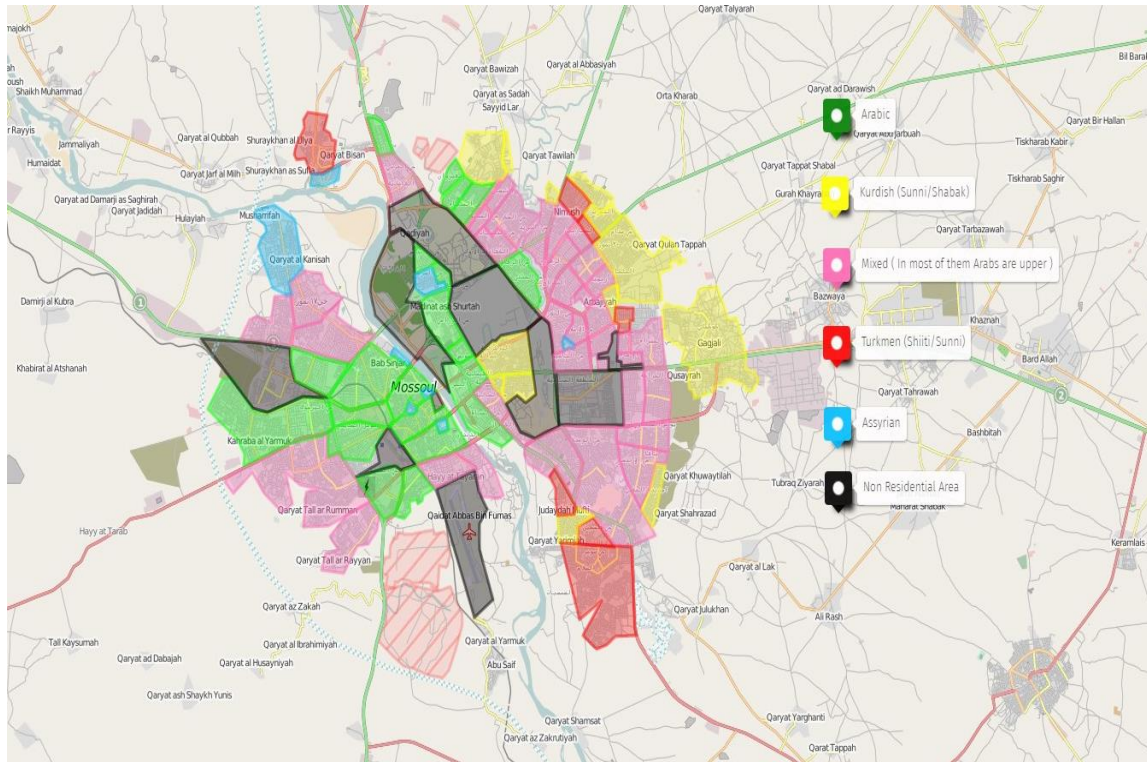
De nombreux groupes armés patrouillent dans la ville, mais sans structure de commandement unifiée, ce qui conduit parfois à des conflits directs, et qui défie plus généralement le monopole de la violence légitime du gouvernement. Ces problèmes structurels menacent de mettre en péril les transformations organiques qui ont vu le jour ces dernières années. Des acteurs internationaux, qui cherchent à refonder l'État irakien, doivent donc faire preuve de prudence avant de s'engager auprès des dirigeants et de mettre en place une légitimité par le haut.

## Annexes proposées par la FRS

### A.– Population de Mossoul

- ➔ Population avant Daech : 3 millions de personnes<sup>1</sup>
- ➔ Population après la libération (2018) : 1 739 000 de personnes<sup>2</sup>

Figure n° 1 : REPARTITION ETHNOGRAPHIQUE A MOSSOUL AVANT DAECH



Source : Unitar/UNOSAT

<sup>1</sup> Lynch, Hannah, « Mosul Factsheet: brief guide to the city and the liberation offensive », *rudaw.net*, Lynch, Hannah, « Mosul Factsheet: brief guide to the city and the liberation offensive », Octobre 2016 *rudaw.net*, <http://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/1610201610>, 14 Avril 2018.

<sup>2</sup> *World Population Review* <http://worldpopulationreview.com/countries/iraq-population/cities/>

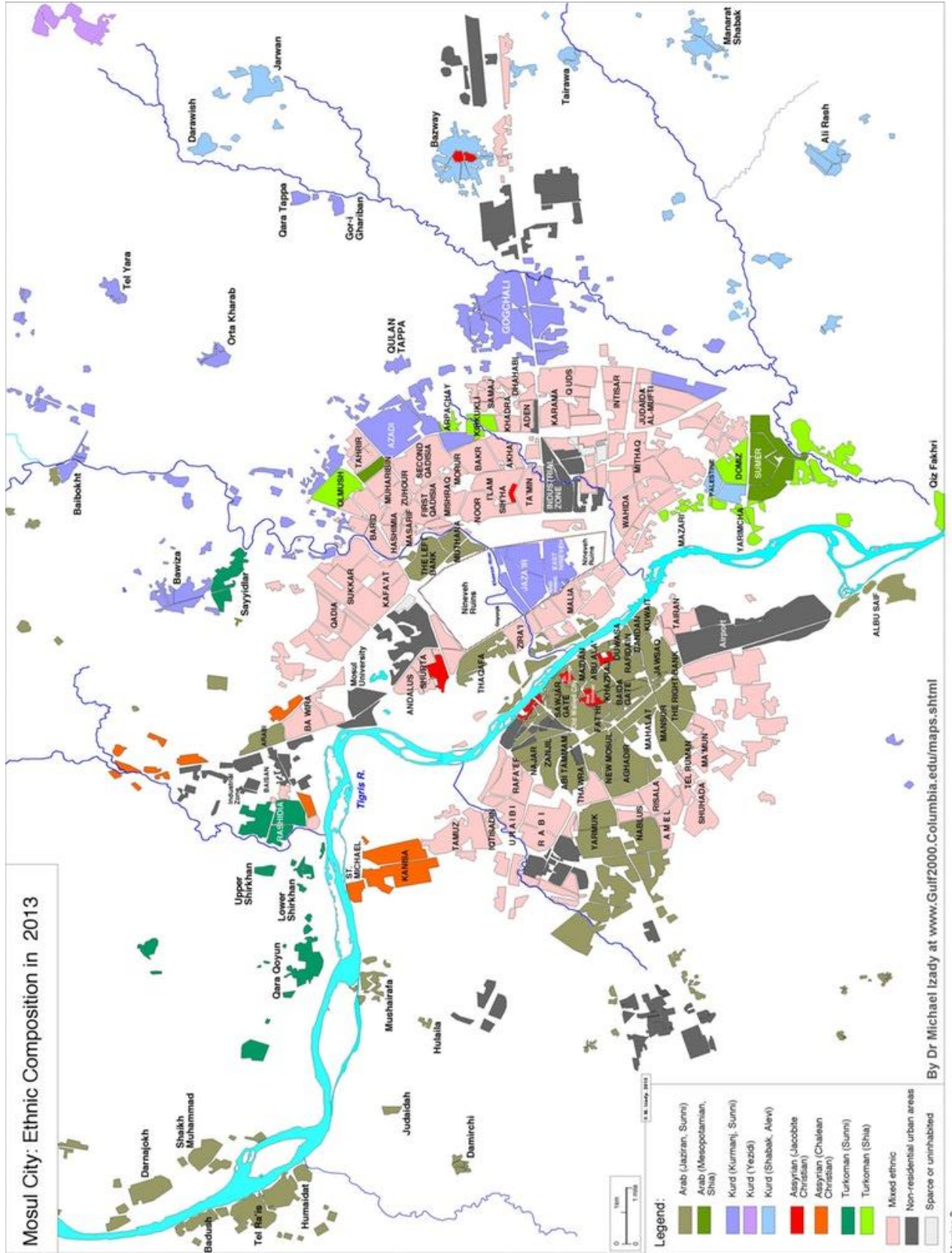
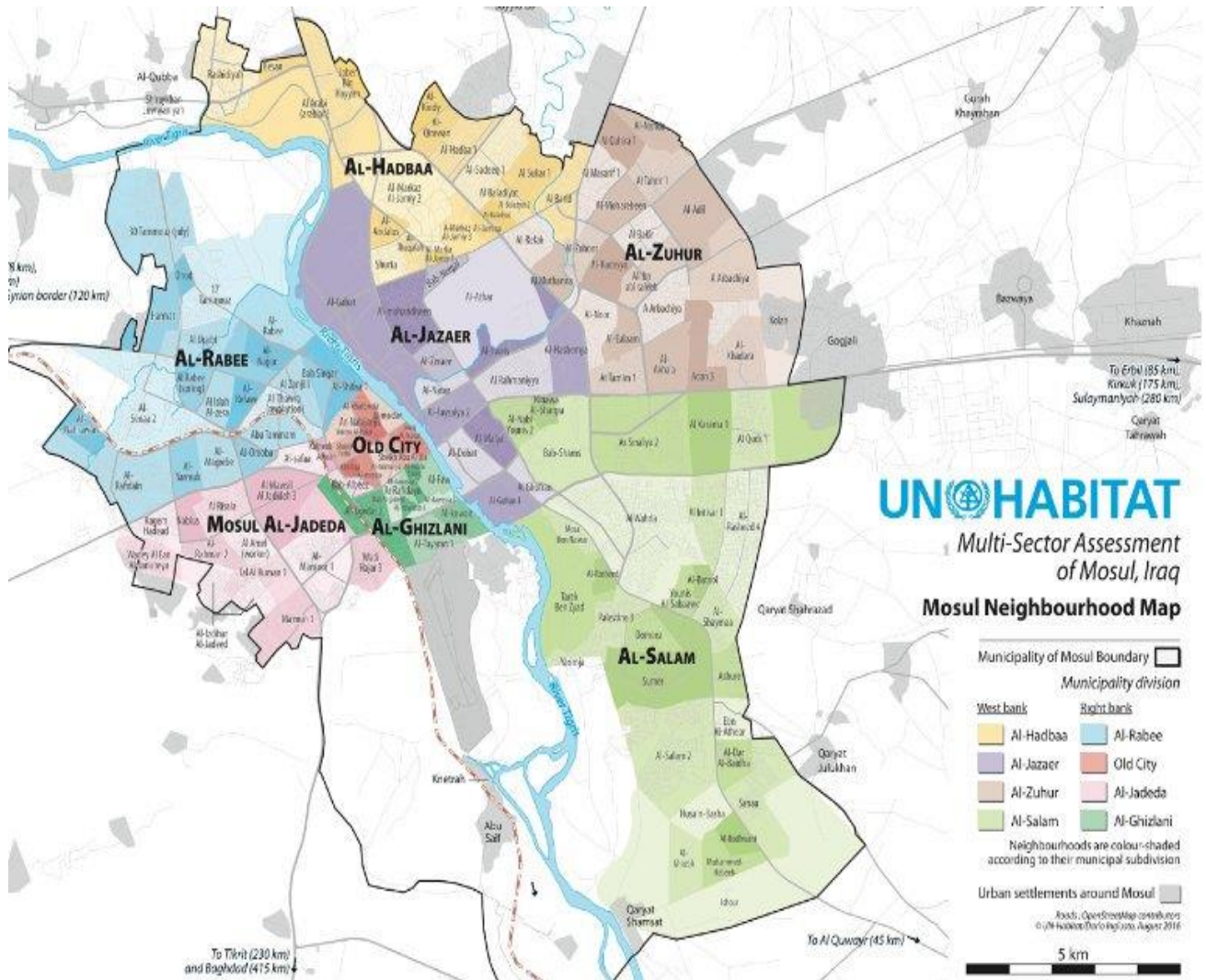


Figure n° 2 : CARTE DES QUARTIERS DE MOSSOUL (EST, OUEST, CENTRE-VILLE)

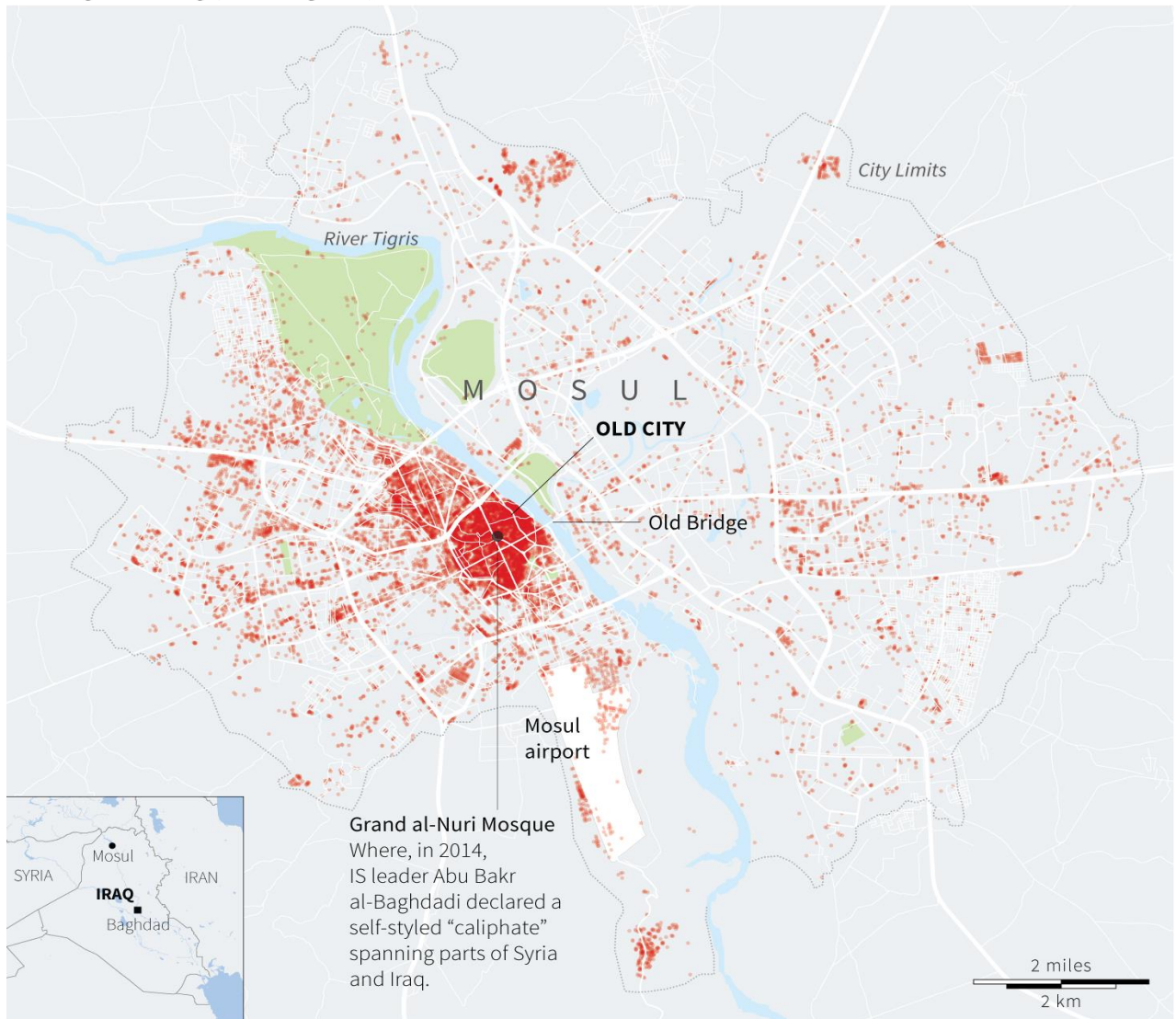


**B.— Destruction des bâtiments à Mossoul après la libération - 2017**

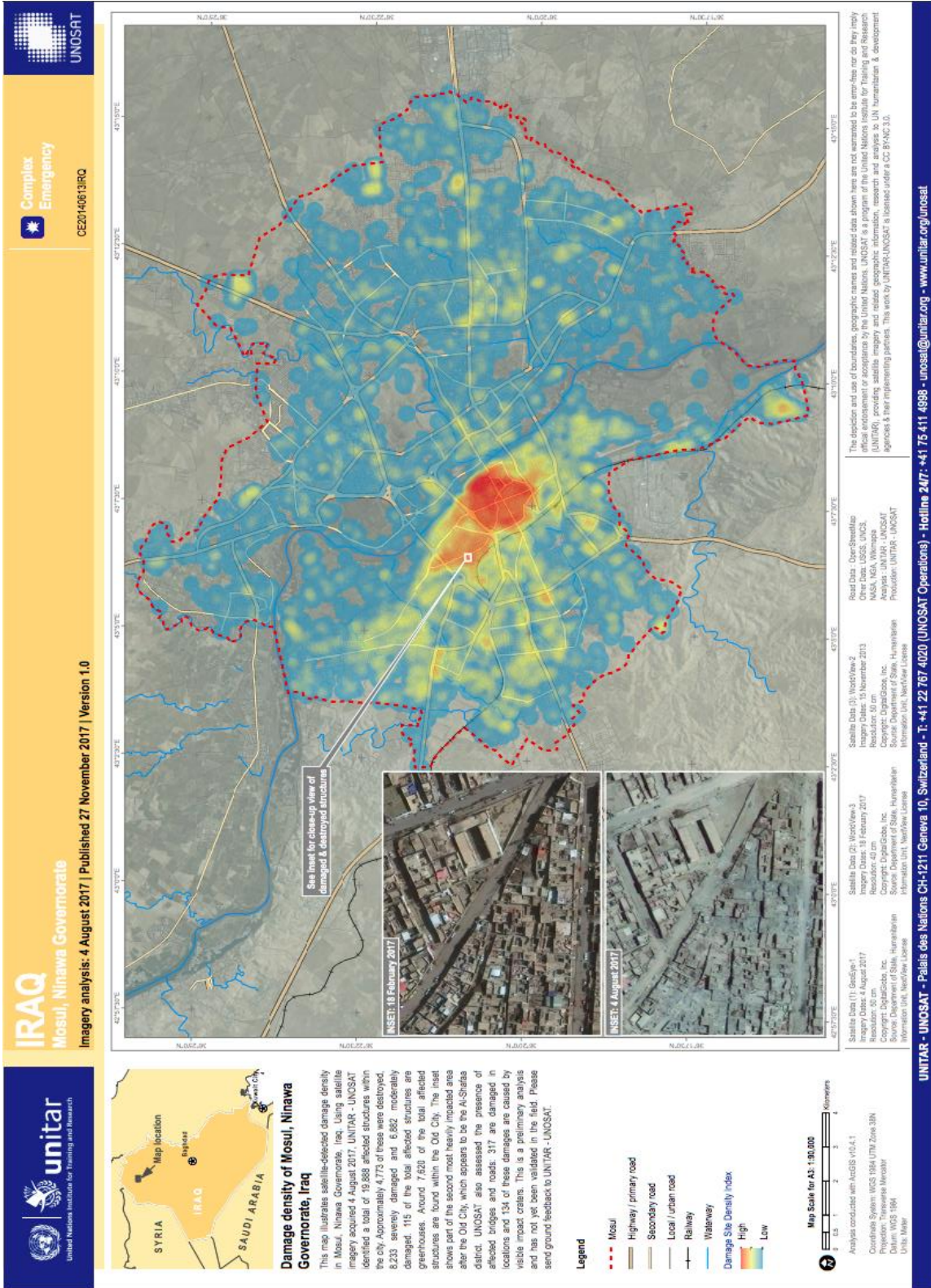
## Devastated Mosul

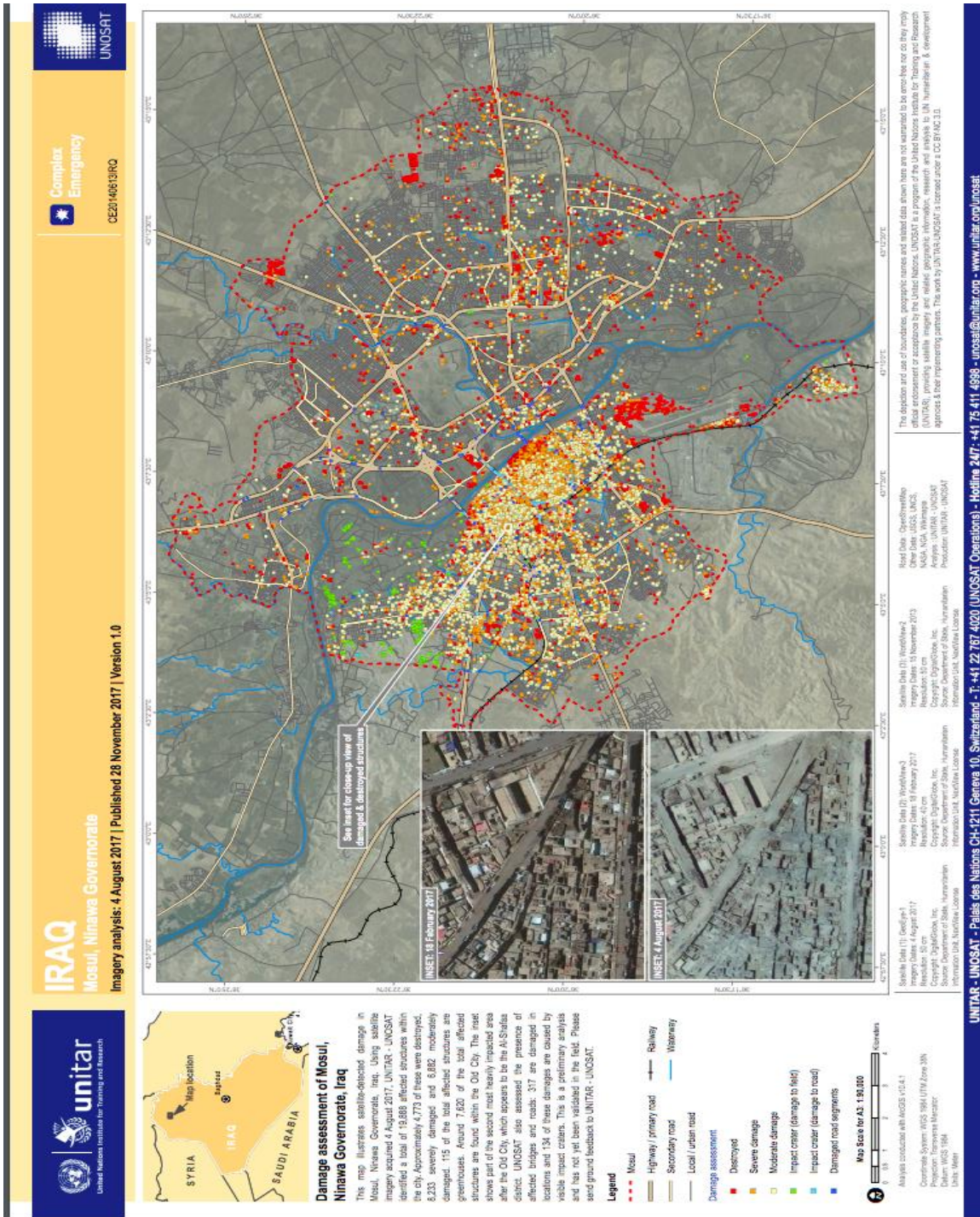
In the battle to oust Islamic State, the fighting was fiercest in the warren of small streets to the west of the Tigris River.

● Damaged buildings, as of August 4, 2017

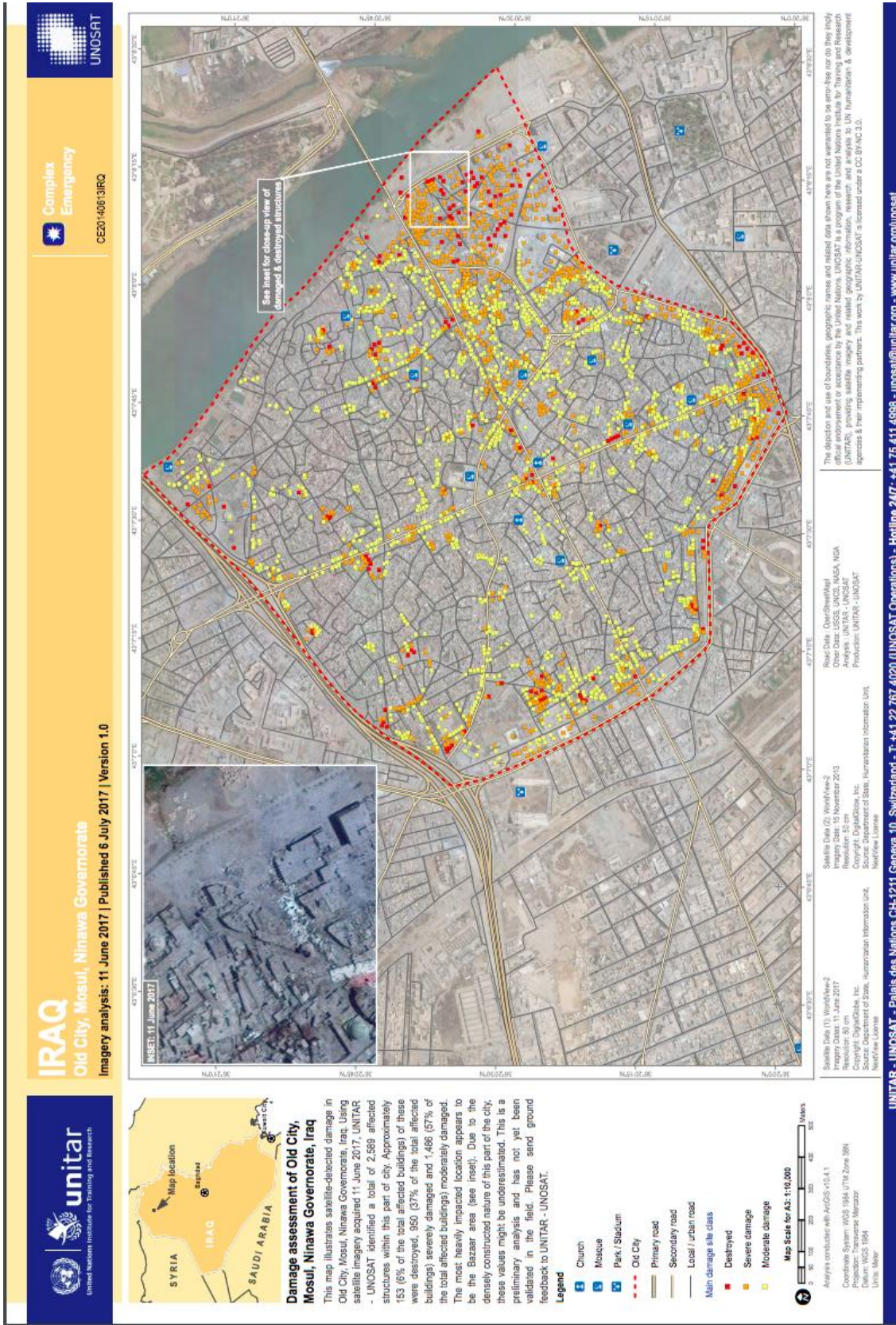


Sources: UNOSAT; Maps4News











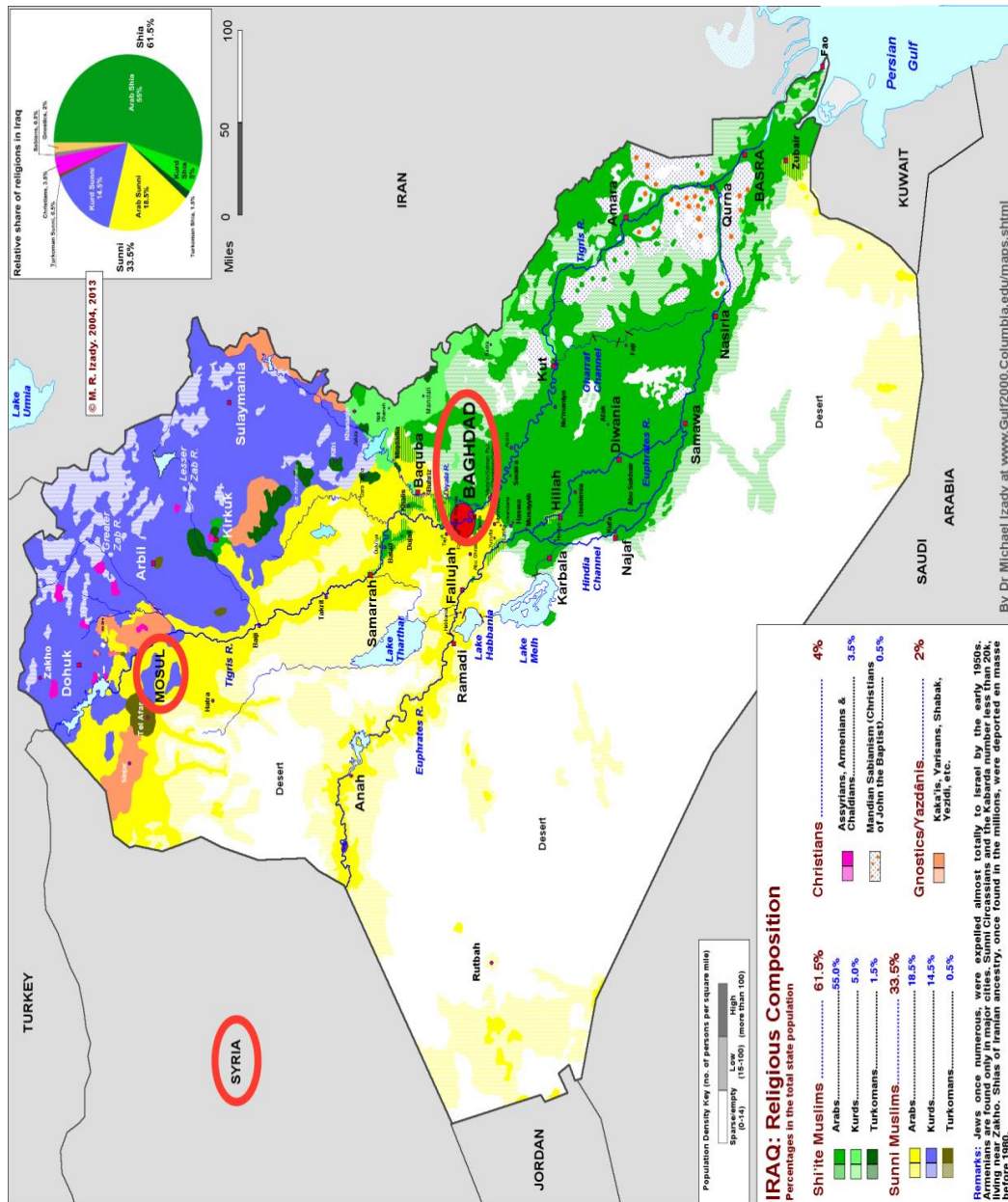
The ruins of Mosul's Old City on July 9, 2017. (Ahmad Al-Rubaye / AFP/Getty Images)

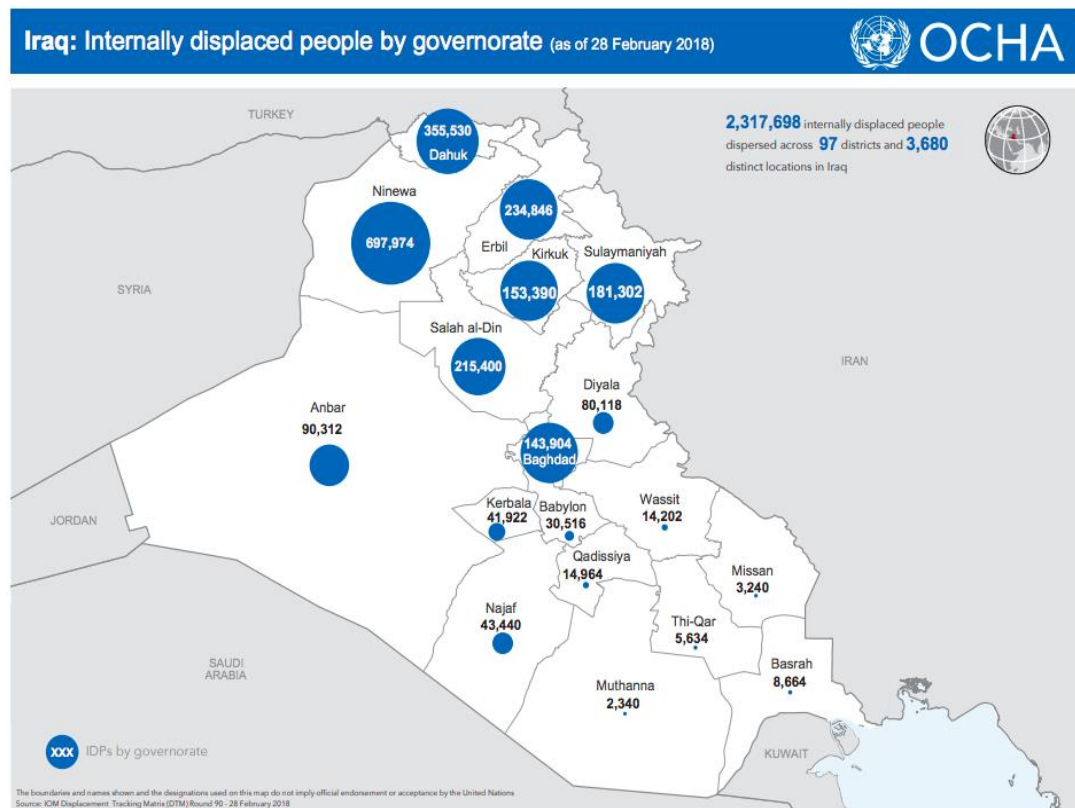
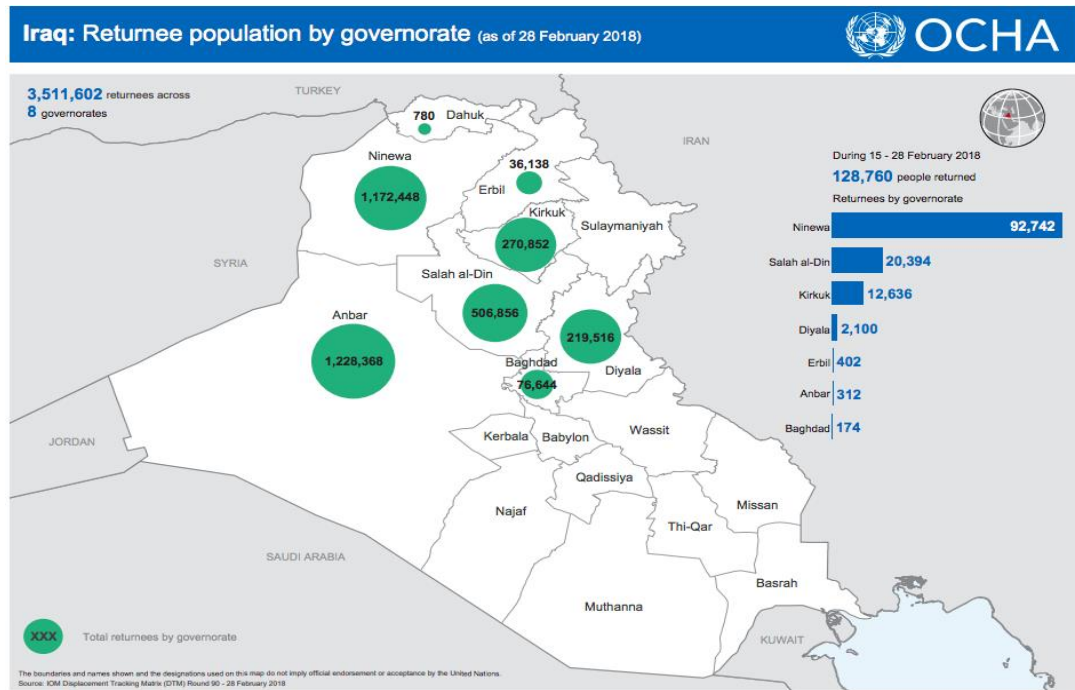
### C.- À l'échelle nationale irakienne

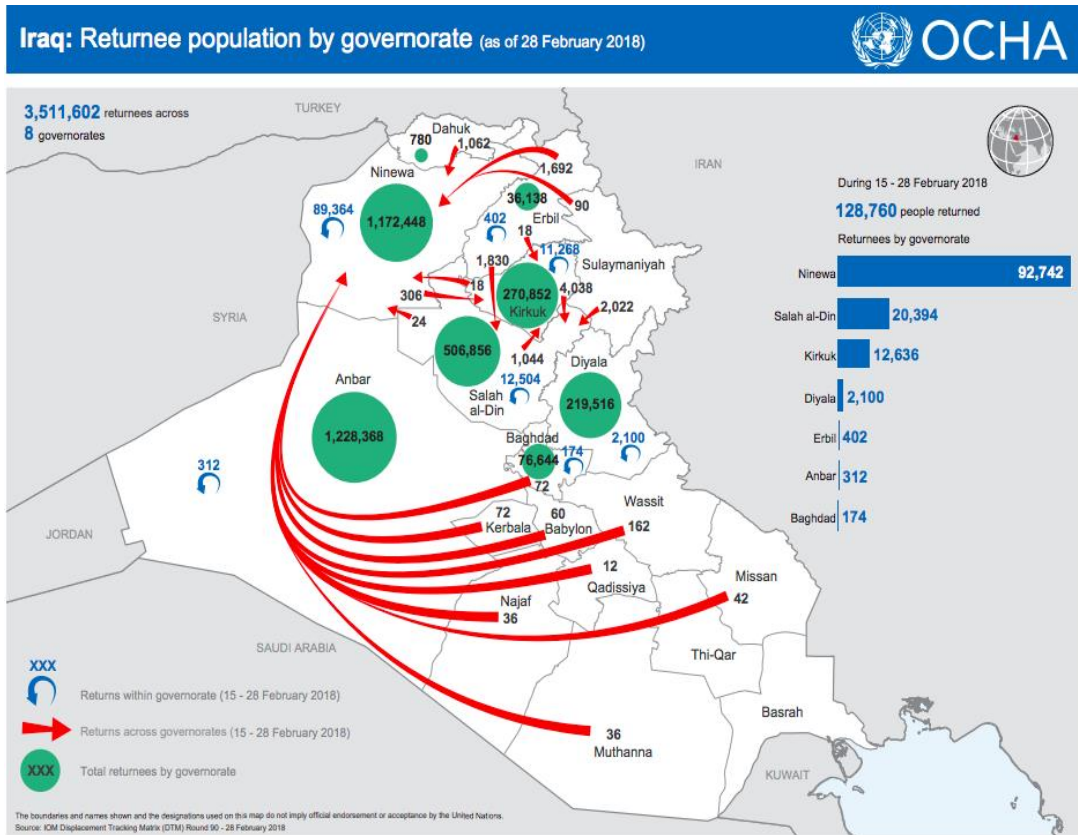
Selon *The World Factbook*:

Population (juillet 2017) : 39 192 111 personnes

- Arabe : 75-80 %
- Kurdes : 15-20 %
- Chrétiens : 1 %
- Autres : 5 %
- Musulmans : 95-98 %
  - Chiites : 64-69 %
  - Sunnites : 29-34 %
  - Autres : 1-4 %







D.- Assistance et aide humanitaire

